

E - Journal K I N S H A S A



Hebdomadaires, 5^e Année, Octobre 2023, Nouvelle série n°232



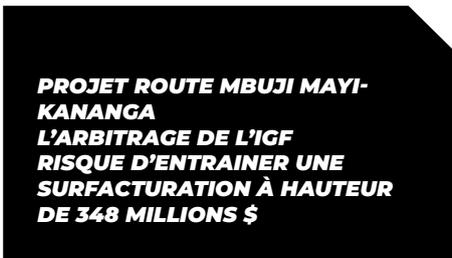
4

CLÔTURE DU FORUM GLOBAL GATEWAY 2023



9

**QUELS SONT LES ENJEUX DU
SOMMET DES TROIS BASSINS
FORESTIERS TROPICAUX QUI S'EST
OUVERT À BRAZZAVILLE ?**



10

**PROJET ROUTE MBUJI MAYI-
KANANGA
L'ARBITRAGE DE L'IGF
RISQUE D'ENTRAÎNER UNE
SURFACTURATION À HAUTEUR
DE 348 MILLIONS \$**



19

**L'ÉCONOMIE À L'ARRÊT À KAKANDA
APRÈS LA SUSPENSION DU MINIER
BOSS MINING**



29

**RIGO STAR, LE VIRTUOSE
GUITARISTE S'EN EST ALLÉ !**

*Nous sommes
très présent
sur les réseaux
sociaux*

LE E-JOURNAL, 5 ANS DÉJÀ

Ce 1er novembre, c'est la fête de la Toussaint au cours de laquelle l'Église catholique honore tous les saints, connus et inconnus. C'est aussi la date anniversaire de votre journal et groupe de partage.

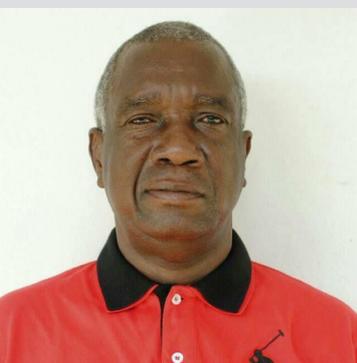
Depuis 1978, année de création de Zaïre loisirs, sous les cendres desquelles naquit l'Agence de communication et de publicité Temps Libre (ATL Sprl), beaucoup d'eau a coulé sous le pont. Avec l'évolution, ATL Sprl s'éclatera en diverses structures dont le groupe de presse E-média, E-radio Mbandaka FM qui totalise à ce jour dix années d'existence, sans oublier E-journal Mbandaka.

En créant toutes ces différentes structures, un seul souci nous animait, celui de servir de trait d'union entre l'actualité, l'événement, les souvenirs, la nostalgie et vous, chers lecteurs.

Dans un contexte de rendez-vous du donner et du recevoir, nous vous laissons la tribune pour exprimer vos idées et commenter des faits d'actualité suivant vos sensibilités.

En ce jour anniversaire, je tiens à remercier du fond de coeur les équipes de E-journal et du Forum et, naturellement, vous tous qui ne cessez de nous faire confiance en nous accompagnant.

Pour ceux qui viennent de nous rejoindre, vous



pouvez nous lire chaque fois que vous le désirez, quand vous voulez et partout où vous vous trouvez en cliquant simplement sur notre site www.e-journal.info.

Vous et nous, c'est comme l'histoire d'une vie de couple, jamais un sans deux, exactement comme on danse la rumba... toujours à deux.

Hc Jean Pierre Eale Ikabe

E-Journal

Agence Temps Libre (ATL)

Fondateur

Jean Pierre Eale Ikabe

Tél. : **0999947441/0997298314**

Directeur de publication délégué

Herman Bangi Bayo

Tél. : **0997298314/0824540759**

Equipe de rédaction :

Jean Pierre Eale Ikabe, Herman Bangi Bayo, Espérant Kalonji, Prof Yoka, Socrate Lokondo, Mandela Lokondo

Design: **Gary Okende**

Infographie : **Sacha Eale**

Administration : **Roger Nsita**

Déléguée commerciale : **Patience Bidi**

Relations publiques : **Trésor Empole**

e-mail : **agencetempslibre@gmail.com**

Site web : **www.e-journal.com**

Siège : **avenue du Stade N°1, Quartier**

Administratif/ Territoire de Kasangulu

Dépôt légal N° 09629571

Représentant espace Schengen

Celio Van NDAYE 0033749299540

MOÏSE KATUMBI ET FÉLIX TSHISEKEDI SUR LA SELLETTE



La Cour Constitutionnelle a effectivement siégé, le vendredi 27 octobre dernier, en matière de contentieux des candidatures à la Présidentielle de décembre 2023.

Vingt-quatre candidats au total avaient été validés par la Commission électorale nationale indépendante (Céni) qui n'a recalé aucun d'entre eux. Ce n'est qu'après cet exercice devant la Haute Cour que la liste définitive des candidats-présidents sera enfin dévoilée.

Au cours de cette audience publique, les Magistrats de la plus haute juridiction du pays, étaient astreints à se prononcer sur les différentes requêtes reçues après examen de la conformité des candidatures avec les conditions légales d'éligibilité.

Deux requêtes dirigées contre les candidats Moïse Katumbi et Félix-Antoine Tshisekedi, président sortant, avaient fait l'objet d'une attention particulière. La requête du candidat-président Noël Tshiani contre le leader du parti Ensemble, Moïse Katumbi, n'a hélas pas convaincu les juges.

Le requérant qui a déclaré avoir mis suffisamment d'éléments à la disposition de la Haute Cour, a chargé Moïse Katumbi d'avoir «obtenu la nationalité italienne» au mépris de la Constitution qui garantit l'exclusivité de

la nationalité congolaise. Et pour toute preuve attestant le défaut de nationalité de l'ex gouverneur, Noël Tshiani n'a produit qu'un article de presse relayant, du reste, des faits de notoriété publique.

Les avocats de Moïse Katumbi ont, pour leur part, mis à l'avant-plan, le certificat de nationalité congolaise dont est porteur leur client lequel lui avait été délivré en bonne et due forme par des autorités compétentes. Ce document, selon eux, est le seul valable attestant la nationalité en droit congolais.

Le Parquet général n'a pas fait connaître son avis à l'audience mais a indiqué qu'il le ferait par écrit d'ici ce lundi 30 octobre.

*Seth Kikuni, un fauteur de trouble?

L'autre requête ayant fait l'objet d'un examen à la Haute Cour, est celle du candidat Seth Kikuni à l'encontre de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, président sortant. Cette requête se fonde sur le fait que l'actuel

Chef de l'État a postulé sous une fausse identité, différente de celle qui l'avait conduit à la Magistrature suprême. En 2018, il s'était présenté sous le nom de Tshisekedi Tshilombo Félix alors que pour la prochaine élection, il est identifié sous Tshisekedi Tshilombo Félix-Antoine. Les deux noms, d'après le requérant, renvoient à deux personnes distinctes.

Intervenant à ce propos lors des délibérations, le Procureur Général près la Cour Constitutionnelle a sollicité le rejet pur et simple de cette requête - du reste déposée hors délai - pour la simple raison que son initiateur s'est trompé de cible.

La Cour constitutionnelle, a-t-il rappelé, siège en tant que juge électoral et non comme un organe chargé de statuer sur les noms des candidats. Et d'ajouter que le requérant n'a pas prouvé en quoi ce changement de nom aurait porté préjudice à sa propre candidature. Il a exhorté la Cour à se déclarer compétente pour déclarer cette requête irrecevable et non fondée. La suite à réserver à ce réquisitoire sera connue ce lundi 30 octobre.

À noter que d'après le calendrier électoral, la publication de la liste définitive des candidats à la présidentielle pourra intervenir le 18 novembre prochain, un jour avant le début de la campagne électorale.

CLÔTURE DU FORUM GLOBAL GATEWAY 2023



Le Premier Ministre, Jean-Michel Sama Lukonde salue la matérialisation des échanges commencés avec l'UE, par la signature des protocoles d'accord dans les secteurs de Transport et Mines.

Le Premier Ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, a bouclé son séjour à Bruxelles en Belgique, où il a pris part au Forum Global Gateway, qui s'est tenu les 25 et 26 octobre 2023. Il y est allé au nom du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo pour mobiliser et inviter les investisseurs privés Européens dans son pays, la République démocratique du Congo en vue d'y accélérer le processus des transitions numérique, énergétique et écologique.

Arrivé au terme des assises, le Premier Ministre s'est montré satisfait d'avoir porté haut la voix de la République démocratique du Congo sur plusieurs thématiques de développement, avec à l'actif deux accords importants signés, ce qui matérialise les échanges déjà amorcés avec l'Union européenne, tel qu'il le dit dans ce résumé de la mission fait à la presse.

«Je suis venu à Bruxelles, en représentation du Président de la République, Chef de l'Etat, son Excellence Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, participer au Global Gateway forum qui s'est tenu ici sous la direction de l'Union européenne du moins en tout cas en termes d'initiatives. C'est plusieurs pays qui se

sont retrouvés pour discuter d'abord des questions de transport numérique, on entend par là, avoir plus d'accès à l'Internet au niveau mondial et particulièrement en Afrique, pour ce qui nous concerne, prendre plus de dispositions en ce qui concerne la fibre optique. On a aussi abordé les questions d'énergie, puisqu'on veut des énergies propres, des énergies renouvelables à l'ère où nous parlons de ces questions du climat, où la RDC se présente comme pays solution, d'abord du fait de ses forêts.

Le troisième aspect que nous avons abordé au cours de ce forum, c'est la question des minerais, ce qui participe à la transition énergétique et la République démocratique

du Congo fait partie de ces pays qui regorgent plus de ces éléments notamment le cobalt, le nickel, le lithium, et à ce sujet, nous nous avons annoncé ce que nous attendons de l'Union européenne qui se présente aujourd'hui comme étant un partenaire qui veut accompagner le développement de la chaîne de valeur. Nous avons donné le modèle du partenariat que nous avons avec la République soeur de Zambie où nous voulons développer avec eux dans une zone économique spéciale qui sera en République démocratique du Congo pour le développement des batteries mais avec pour objectif finalement d'aller vers non seulement les batteries elles-mêmes, et même les véhicules électriques.

Nous demandons ça en alternative sur des questions que nous avons sur le problème de crédit carbone notamment pour qu'on puisse avoir de l'investissement alors que nous, nous mettrons tout le cadre légal pour préparer cette transformation qui va se faire au niveau de la République démocratique du Congo. C'était aussi l'occasion de matérialiser des discussions que nous avons déjà entreprises avec l'UE, à

travers deux accords. L'un qui a trait au corridor de Lobito avec plusieurs intervenants notamment les USA avec les autres pays directement liés à cette question de ce corridor là. L'Angola, la Zambie, mais aussi les partenaires financiers comme l'African Fund Corporation ou la BAD, la Banque Africaine de Développement qui

NOUS DEMANDONS ÇA EN ALTERNATIVE SUR DES QUESTIONS QUE NOUS AVONS SUR LE PROBLÈME DE CRÉDIT CARBONE NOTAMMENT POUR QU'ON PUISSE AVOIR DE L'INVESTISSEMENT ALORS QUE NOUS, NOUS METTRONS TOUT LE CADRE LÉGAL POUR PRÉPARER CETTE TRANSFORMATION QUI VA SE FAIRE AU NIVEAU DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO. C'ÉTAIT AUSSI L'OCCASION DE MATÉRIALISER DES DISCUSSIONS QUE NOUS AVIONS DÉJÀ ENTREPRISES AVEC L'UE, À TRAVERS DEUX ACCORDS....

souhaitait aussi accompagner ce projet de corridor et donc nous attendons que ça se matérialise au vu de tout ce que ça va apporter comme transformation non seulement au niveau de la chaîne de valeur ajoutée de minerais mais aussi du point de vue commercial et même touristique. L'autre accord lui a trait à la chaîne de valeur ajoutée au niveau de la RDC en ce qui concerne

ces matériaux critiques que j'ai déjà mentionnés.

Nous attendons là aussi que cela puisse se concrétiser sur base du plan qui est déjà défini au niveau du ministère des mines et de l'Industrie sur ces questions de valeur ajoutée que nous-mêmes voulons sur le sol congolais. Et donc nous sommes arrivés au terme de cette mission, où nous avons porté notre voix sur les grandes thématiques tel qu'elles ont été données et nous n'avons pas manqué de parler des questions sécuritaires à l'Est de la RDC, car comment parler de développement, comment parler de nouvelles industries alors que nous sommes emploi à cette agression barbare de la République du Rwanda qui appuie le M23.

Nous considérons que même en ce qui concerne les matières critiques, il y a là une volonté de vouloir garder cette exploitation illicite de ces minerais à l'Est de la RDC notamment le coltan. Nous attendons tout le soutien de l'UE et même du monde entier sur cette question de sécurité», a dit en substance Jean-Michel Sama Lukonde.

Cellule de Communication de la Primature

A KINSHASA, JEAN-LUC MÉLENCHON AFFIRME SA « FRATERNITÉ » AVEC LA RDC FACE AUX « EXACTIONS » DU RWANDA

En visite en République démocratique du Congo, le leader de gauche a apporté un soutien appuyé aux autorités et fustigé les « visées expansionnistes » de Kigali. A 6 000 km de Paris, très loin des débats qui déchirent la gauche française, Jean-Luc Mélenchon a entamé mardi 24 octobre une tournée de six jours en République démocratique du Congo (RDC). Une visite – sa deuxième sur le continent africain en moins d'un mois, après le Maroc – placée sous le signe du soutien aux autorités congolaises face aux « visées expansionnistes » du Rwanda.



Ajouter à vos sélections
« Les Européens, qui ont souvent l'habitude de donner des conseils aux autres, doivent faire preuve d'humilité devant un monde aussi neuf en dynamisme, tandis que nous, la vieille Europe, sommes un peu plus lents à comprendre », a lancé l'« insoumis » à son arrivée à Kinshasa. Pas de conseils, donc, mais quelques certitudes, que Jean-Luc Mélenchon a répétées sous les marbres blanc et rose de la salle des banquets de l'Assemblée nationale, aussi chaleureuse qu'un hall de gare.

Il s'y est exprimé jeudi en fin d'après-midi devant une vingtaine de députés triés

sur le volet, membres du bureau de l'Assemblée ou présidents de commissions parlementaires. « L'Afrique n'est pas inscrite dans le futur de l'humanité, elle est le futur, vous êtes le futur », a-t-il clamé en appuyant sa démonstration sur la jeunesse de la population et la force du nombre.

Emmanuel Macron n'est jamais critiqué nommément, comme le veut l'usage pour une personnalité politique française à l'étranger, mais c'est bien à lui que Jean-Luc Mélenchon fait référence quand il répète ne pas vouloir « donner des conseils

». Lors de son passage à Kinshasa, le 4 mars, dans le cadre d'une tournée en Afrique centrale, le président français avait froissé son auditoire sur un sujet explosif : la responsabilité du Rwanda dans la permanence de la crise dans l'est de la RDC depuis trente ans.

Proposition de résolution au Parlement français

Alors que le groupe d'experts des Nations unies dénonçait en 2022 l'implication de l'armée rwandaise sur le sol congolais, Emmanuel Macron avait suggéré au président Félix Tshisekedi, présent à

ses côtés lors d'une conférence de presse, de se remettre en question. « Depuis 1994 [date du génocide des Tutsi au Rwanda, qui allait ensuite déstabiliser toute la RDC et l'est du pays en particulier], vous n'avez pas été capables de restaurer la souveraineté [de votre pays]. Il ne faut pas chercher des responsabilités à l'extérieur », avait-il déclaré. Evitant de nommer le Rwanda, redevenu un allié français dans la région, il invitait aussi Kinshasa à faire en sorte que les responsables congolais d'atrocités soient traduits devant la justice.

Rien de tel avec le coprésident de l'Institut La Boétie (un think tank affilié à La France insoumise), alors que les violences dans l'est de la RDC connaissent un nouveau pic d'intensité ces derniers jours. « J'ai voulu réaffirmer la fraternité qui est la nôtre à l'égard du peuple congolais, dans un moment où nous savons qu'il rencontre une difficulté qui est totalement importée et dans laquelle il n'a aucune responsabilité, puisque pour sa part, il a respecté tous les engagements de cessez-le-feu », a dit Jean-Luc Mélenchon au sortir d'une heure d'entretien, jeudi midi, avec le président Tshisekedi.

Le trait est un peu grossi. Peu auparavant, en effet, le média congolais Radio Okapi avait fait état de « tirs à l'arme lourde » aux environs de Goma, la capitale du Nord-Kivu, par les Forces armées de RDC (FARDC) sur les rebelles du Mouvement

du 23-Mars (M23), soutenus par Kigali.

Jean-Luc Mélenchon a remporté un certain succès auprès des députés en leur rappelant que les élus de La France insoumise (LFI) sont depuis juillet « signataires d'une proposition [de résolution] devant le Parlement français qui condamne les intrusions et les exactions faites par le Rwanda sur le territoire de la RDC ». Le leader de gauche a dénoncé « la reprise des activités militaires d'agression au moment où la RDC organise ses élections ». Des scrutins présidentiel, régionaux et législatifs doivent se tenir le 20 décembre. « J'attends que la condamnation de la France, par la résolution que présentent mes collègues, fasse ressaisir le Rwanda. Le plus grand pays francophone du monde [la RDC, forte de 100 millions d'habitants] aspire à la paix et à organiser ses élections comme il l'entend », a-t-il dit.

Une partie de la délégation se rendra à Goma

Selon Jean-Luc Mélenchon, le Rwanda a clairement affiché son intention de déranger la tenue des élections en RDC : « On voit bien que c'est une volonté délibérée de perturber le mécanisme du fonctionnement de la démocratie, et ce n'est qu'une manière de prolonger la remise en cause de sa souveraineté, parce que la souveraineté d'une nation

s'exprime par les élections. » Un développement qui fait dire à un diplomate européen qu'« il est sur la même ligne que le président congolais ». « C'est sûr, ça change de Macron », lâche un député présent également lors du dernier voyage présidentiel.

Jean-Luc Mélenchon aura l'occasion de répéter ces propos lors de son séjour, qui prévoit un échange avec des étudiants de l'Université de Kinshasa (Unikin), à l'invitation de laquelle il effectue ce déplacement. Il y présentera son dernier livre, *Faites mieux ! Vers la Révolution citoyenne*. « Mais sans ingérence dans la politique congolaise », a-t-il affirmé. Une partie de sa délégation, composée notamment de trois députés LFI – Carlos Martens Bilongo (originaire de RDC), Nadège Abomangoli (originaire du Congo-Brazzaville) et Arnaud Le Gall (membre de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale) –, se rendra à Goma.

Enfin, outre un détour prévu par le parc marin des Mangroves, à Muanda (ouest), le leader insoumis prendra la parole au tout nouveau mémorial Patrice-Emery-Lumumba, à Kinshasa, consacré à l'ancien premier ministre, héros de l'indépendance et martyr de la décolonisation, torturé puis assassiné en janvier 1961.

Christophe Châtelot (Kinshasa, envoyé spécial)

QUELS SONT LES ENJEUX DU SOMMET DES TROIS BASSINS FORESTIERS TROPICAUX QUI S'EST OUVERT À BRAZZAVILLE ?



L'objectif principal de la rencontre, qui se tient sans les représentants d'Amazonie et d'Asie, est de mobiliser des financements pour les forêts tropicales.

Organisé dans la capitale congolaise du 26 au 28 octobre, le sommet des Trois Bassins forestiers tropicaux peut-il tenir toutes ses promesses ? La question mérite d'être posée alors qu'il y a douze ans, une trentaine de pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie du Sud-Est, appartenant aux bassins du Congo, de l'Amazonie et du Bornéo-Mékong, avaient décidé de s'unir afin de définir une stratégie commune pour préserver ce qui reste de

ce poumon de l'humanité, essentiel à la régulation du climat.

Ce jeudi 26 octobre s'est ouvert à Brazzaville un nouveau sommet rassemblant les principaux pays de ces trois grands bassins forestiers tropicaux mondiaux pour relancer leur collaboration. Comment lutter contre la déforestation et mettre en place des stratégies de développement et de conservation durables ? C'est tout l'objet de cette rencontre de Brazzaville qui aspire à une meilleure collaboration entre les pays forestiers, mais affiche aussi une volonté d'accélérer la coopération Nord-Sud, tout en

développant un front commun dans le cadre des négociations internationales sur les forêts.

La rencontre a débuté avec les experts, avant de passer vendredi au niveau ministériel et samedi à celui des chefs d'État. Selon les organisateurs, en plus de l'hôte du sommet, Denis Sassou-Nguesso, plusieurs présidents africains sont attendus (Kenya, Rwanda, Gabon, Togo, Guinée-Bissau, Comores...). Mais aucun chef d'État d'Amazonie ou d'Asie ne fera le déplacement, comme en 2011. De nombreuses organisations, des scientifiques et des experts craignent que l'impact de ce sommet ne soit limité en raison de ces absences notables.

Politiquement, Brazzaville espère consolider sa position de leader dans la bataille pour la survie de la forêt tropicale ou du moins se prévaloir de pousser pour une coopération Sud-Sud en la matière.

Ce qu'il faut en attendre À l'ouverture des travaux, dans un centre de conférences de la banlieue de Brazzaville, la ministre congolaise de l'Environnement, Arlette Soudan-Nonault, a détaillé la participation : 145 délégations officielles, 18 organisations internationales, 427 ONG,

123 représentants de la communauté scientifique, 254 de la jeunesse, 326 de la société civile et des peuples autochtones, 354 du secteur privé, ainsi que 14 chefs d'État ou de gouvernement.

« Vous êtes venus à Brazzaville pour mettre en marche un mouvement historique et pour initier une coopération entre nos trois bassins à la hauteur de nos responsabilités et des défis qui se posent à nous », a-t-elle déclaré.

En effet, les trois bassins représentent 80 % des forêts tropicales du monde et « les trois quarts de sa biodiversité », soulignait récemment Mme Soudan-Nonault, en prédisant pour le sommet de Brazzaville « une déclaration de principe très forte ». En 2011, la capitale congolaise avait déjà abrité un sommet sur les trois bassins forestiers tropicaux. Les participants avaient alors promis, dans une déclaration commune, de coopérer pour lutter contre la déforestation

et d'aller vers un front commun lors des négociations sur le climat, mais sans créer pour cela de structure permanente comme le souhaitaient certains pays africains.

Un front commun pour les forêts tropicales

Les rencontres, sommets et déclarations se sont multipliés depuis, mais la déforestation mondiale ne s'est pas arrêtée, loin de là. Dans un rapport

LES RENCONTRES, SOMMETS ET DÉCLARATIONS SE SONT MULTIPLIÉS DEPUIS, MAIS LA DÉFORESTATION MONDIALE NE S'EST PAS ARRÊTÉE, LOIN DE LÀ. DANS UN RAPPORT PUBLIÉ MARDI, UN GROUPE D'ONG ET DE CHERCHEURS A CONSTATÉ QUE LE MONDE ÉTAIT EN TRAIN D'ÉCHOUER À TENIR SA PROMESSE....

publié mardi, un groupe d'ONG et de chercheurs a constaté que le monde était en train d'échouer à tenir sa promesse d'y mettre fin et d'inverser son cours d'ici 2030, en estimant

que quelque 6,6 millions d'hectares de forêts avaient été perdus dans le monde en 2022, dont une grande partie de forêts primaires dans les régions tropicales.

La publication de ce rapport, comme la réunion de Brazzaville, survient quelques semaines avant la COP28, la conférence internationale des Nations unies sur le climat, prévue à Dubai du 30 novembre au 12 décembre.

La déforestation risque cependant de passer au second plan, derrière les discussions sur les énergies renouvelables et l'avenir des combustibles fossiles.

Les forêts ne constituent pas seulement des habitats essentiels à la vie animale, elles sont aussi d'importants régulateurs du climat mondial et des puits de carbone qui absorbent les émissions provenant des activités humaines.

Par Le Point Afrique



L'ARBITRAGE DE L'IGF RISQUE D'ENTRAINER UNE SURFACTURATION À HAUTEUR DE 348 MILLIONS \$

Kinshasa, 27/10/2023 : Le Centre de Recherche en Finances Publiques et Développement Local (Crefdl) a suivi la sortie médiatique de l'Inspection Générale des Finances au sujet d'un prétendu détournement des fonds alloués au projet de construction de la Route Nationale N°1 (RN1) dans son tronçon reliant la ville de Mbuji-Mayi à celle de Kananga.

D'après l'IGF, l'évaluation des travaux indique que 3 millions USD seulement ont été déjà utilisés et demande la poursuite des travaux avec les 24 millions \$, qui auraient été détournés. Elle refuse cependant de valider un nouveau paiement de 29 millions d'USD au profit de la Société SAMCRETE, chargée d'exécuter les travaux.

Après analyse de l'exécution du contrat, CREFDL relève ce qui suit:

1. Le contrat signé au Caire, en République Arabe d'Egypte en présence du Chef de l'Etat Congolais Felix TSHISEKEDI TSHILOMBO et du Représentant du Président Egyptien, entre le Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI-RDC) et l'entreprise

SAMCRETE ENGINEERS & CONTRACTORS (Egypte) porte sur les travaux de construction de la route revêtue de 188 Km sur la Route Nationale N°1 (RN1) dans son tronçon reliant la ville de Mbuji-Mayi à celle de Kananga pour un montant de 302.863.635,87 \$US sous le contrôle et la surveillance de la firme GRAND GROUP International (Kosovo) ;

2. Pour la mise en oeuvre du projet, l'article 12.5 du contrat prévoit le versement d'une avance de démarrage de 30% (90 millions \$) du montant du marché et une garantie bancaire. Après négociation, le FPI a effectué un paiement de 9% (27 millions \$) contre des coûts des lots I et II chiffrés à 41 108 903,90 USD, soit 65,6%. Un complément de 21%, soit 63 millions \$ est toujours attendu jusqu'à ces jours ;
3. De son côté l'entreprise SAMCRETE a fourni une garantie bancaire d'un montant de 63

millions \$ et n'attend que le décaissement des fonds pour accélérer les travaux sur terrain.

4. Après la signature en octobre 2021 d'un avenant au contrat initial, les travaux proprement dits ont démarré le 20 février 2023. Ils consistent au traçage et au nivellement du sol. Plusieurs équipements sont déjà arrivés sur le site à Mbuji-Mayi hormis ceux qui sont bloqués à Matadi, Lubumbashi et Kinshasa. Le processus de dédouanement de tous ces matériels a été soumis au contrôle de l'IGF pour une durée moyenne de validation de deux mois. Jusqu'à ce jour l'IGF n'a jamais validé. Ce qui bloque la poursuite des travaux.
5. L'IGF a envoyé ses inspecteurs à Mbuji-Mayi pour contrôler les travaux exécutés jusqu'à par SAMCRETE, sans pour autant lire le contrat et accéder aux pièces et oubliant que l'acompte de démarrage ne fait l'objet d'aucun contrôle selon les prescrits des

textes réglementaires sur la passation des marchés publics étant donné qu'il est couvert par une garantie bancaire du même montant. En cas d'écart, la garantie pourrait couvrir pour éviter le retard.

6. Au stade actuel, SAMCRETE n'a pas encore présenté une facture des travaux exécutés comme sollicité par le FPI en attendant le déblocage de la totalité de l'avance de démarrage pour laquelle l'entreprise a déjà disponibilisé la garantie bancaire.
7. CREFDL se demande comment l'IGF est-elle parvenue à dégager cet écart et affirmer que les travaux réalisés indiqueraient 3.109.000,30 USD, soit un taux d'exécution de 11% ?

POINTS DE DISCORDE

Pour CREFDL, les conclusions de l'IGF sont hâtives et n'ont pas eu pour soubassement des pièces comptables. Elles sont plutôt motivées par une campagne menée par les autorités publiques, privées d'accès aux sources de ce financement. Sinon, comment peut-on parler d'un détournement et l'imputé au FPI alors que le

projet est placé sous tutelle du Directeur de Cabinet du Président de la République et des conseillers, dont l'un en charge des infrastructures et l'autre de l'Ecofin ?

Le monitoring de CREFDL relève une influence des certains membres du Gouvernement qui instrumentalisent les inspecteurs de l'IGF pour obtenir la déchéance de ce marché financé par le FPI pour le confier à la Banque Africaine de Développement (BAD) et attribuer les travaux à une entreprise proche d'eux.

Alors que le FPI avait déjà signé le contrat de réhabilitation de cette route RN1 en 2020, la BAD a encore approuvé une ligne de crédit en décembre 2022 pour financer les travaux de cette même route à hauteur de 650 millions USD, soit le double de la facture proposée par les Egyptiens de 302.863.635,87 \$U. Ce qui entrainerait une surfacturation de 348 millions \$. D'ailleurs, 30 Kilomètres de cette même route viennent d'être confiés à l'entreprise Safrimex, appartenant au Libanais Ibrahim Ahmad Issaoui, l'un des hommes d'affaires très proche de certaines autorités.

Le retrait de ce projet à l'entreprise SAMCRETE aura des lourdes conséquences sur le plan contractuel et diplomatique à savoir :

1. Le recours à la procédure

- d'arbitrage à la Chambre de Commerce International;
2. Les dommages et intérêts qui porteront sur le montant du contrat non décaissé, soit 275.000.000 USD ;
3. Risque d'altération des relations diplomatiques et d'affaires entre l'Egypte et la RDC.

RECOMMANDATIONS :

A la Présidence de la République

- De demander à l'Inspection Générale des Finances de respecter les clauses du contrat signé entre Samcrete et le FPI ;

Au premier Ministre de :

- Prendre le lead du projet et solliciter un audit complémentaire de la Cour des Comptes pour mettre un terme à cette guéguerre ;
- Faire cesser cette dispute, qui risquerait d'entraîner une surfacturation du projet à environ 348 millions \$;

A l'Inspection Générale des Finances :

- De travailler en toute neutralité et de ne pas se laisser tomber dans la manipulation au risque de conduire le pays à une condamnation à l'international.

Sylvain Nsenda Kalala.

Elections 2023 de tous les dangers en RDCongo !

1. L'Occident avait souhaité qu'il n'y ait pas d'élections en 2023 en RDC. Il espérait ainsi s'inviter dans les débats pour obliger les parties prenantes « Majorité-Opposition » à une Transition de 2 ans au terme de laquelle Félix ne serait plus admis à se représenter. Le processus électoral ayant pris sa vitesse de croisière, les élections sont devenues inéluctables.

2. Face à cette nouvelle donne, cet Occident qui refuse de perdre l'Afrique laisse tomber ses masques et abat ses dernières grosses cartes de la radicalisation de prise en otage et d'ensauvagement de l'Afrique.

3. S'opposant au Pape qui, le 31/01/2023 à Kinshasa, avait courageusement appelé des pillards de l'Afrique à ôter leurs mains de ce continent ainsi que de la RDC, une vidéo d'origine anglo-saxonne vient de confirmer que l'intérêt des USA-Canada, de l'Europe et de l'Asie exige que soit maintenue la domination de l'Afrique, car l'émancipation de celle-ci entraînerait la chute des conditions de vie en Amérique, en Europe et en Asie. Inadmissible pour les ressortissants des continents cités.

4. Il s'évidente ainsi que pour



radicaliser cette domination politico-économique, le mécanisme le plus performant et le plus efficace n'est que l'application stricte de la clause de la Charte de l'impérialisme ainsi libellée : « Dans le Tiers-Monde, les gouvernements qui peuvent y fonctionner sont ceux qui sont légitimés par l'Occident et mis en place avec l'accord de ce dernier et non ceux qui sont légitimés par leurs peuples ». De là découle pour l'Occident l'obligation de peser sur les élections en Afrique, afin d'empêcher l'élection de patriotes au sommet de l'Etat comme au Parlement. D'où l'inclusivité exigée par l'Occident, impliquant la participation de faux Congolais à ces élections.

5. C'est ainsi qu'en RDC, on a créé une Opposition de pacotille, composée majoritairement d'étrangers, usurpateurs de la nationalité congolaise :

Hier, depuis la messe noire de Genève en novembre 2018, sous la coordination de l'Anglais Alan Dos, ce fut Martin Fayulu, connu comme Camerounais de père et Sénégalais de mère, qu'on porta en triomphe pour l'élection de 2018. Signalons en passant que son épouse est aussi camerounaise.

*Récemment, c'est Moise Katumbi, connu comme de mère zambienne et de père Juif Italien que RFI claironnait comme candidat idéal ! Pour lui, certaines Autorités ecclésiastiques congolaises, par appât de gain, se sont lourdement compromises, allant jusqu'à le présenter officiellement comme candidat de la CENCO à la Pentecôte à la Paroisse Saint Raphaël de Limete à Kinshasa, et jusqu'à vouloir détruire l'image du Chef de l'Etat et des Institutions, leur

faisant porter le chapeau de la misère supposée aggravée du peuple congolais dans des conclusions des Conclaves de la CENCO. Si on devait s'en tenir à la misère du peuple comme critère du désaveu des Gouvernants, Macron ne serait plus Président de France vu la misère inimaginable dans les banlieues françaises ; beaucoup de Gouvernants de l'UE seraient évacués du Pouvoir, 25% de la population européenne vivant sous le seuil de pauvreté ; 25% des ROMS en Roumanie étant illettrés, ne sachant ni lire ni écrire. Signalons aussi en passant que l'épouse de Moïse Katumbi est tutsi rwandaise !

Augustin Matata Ponyo qui se réclame du Maniéma fut reçu par Lunda Bululu, alors le 1er Ministre du Zaïre, comme Chef de la délégation rwandaise. Il serait lui aussi usurpateur de la nationalité congolaise.

Aujourd'hui, l'Occident semble privilégier le Dr Denis Mukwege, le chirurgien de Panzi au Sud-Kivu, de père burundais et de mère congolaise :

- Dès le début de son mandat, le président des Etats-Unis Joe Biden avait envoyé son épouse en visite chez Mukwege à Panzi

- François Hollande alla aussi en visite à Panzi ;

- Le Roi des Belges

passa aussi par là ;

- En mars dernier, lors du passage du Président Macron à Kinshasa, Dr Mukwege vint le rencontrer en catimini. Secret de Polichinelle : On l'a quand même su !

- On rapporte qu'il a été reçu à la Maison Blanche à Washington, en juin dernier, au moment où Modi, le 1er Ministre indien était en visite à Washington. Une vidéo circule, qui le voit descendre d'un avion de la Monusco, entouré de 2 gardes du corps blancs bien armés, que le commun des mortels assimile à des marines américaines.

- On rapporte aussi que lors de la récente visite de Blinken, le Secrétaire d'Etat américain en Chine, après celle de Fatshi, la question congolaise se serait invitée dans les débats, Blinken demandant à la Chine de leur céder la RDC en échange de Taïwan.

- A vu de ce qui précède, Dr Mukwege a décidé, le 30 juin dernier, de se lancer dans la bataille électorale pour conquérir la Présidence de la République. À la suite de quoi Blinken est devenu donneur de leçons, indiquant de quelle manière devront se dérouler les prochaines élections en RDC. Et en même temps, les USA enjoignent les Africains de ne pas coopérer avec

Wagner. Rappelons aussi que l'expérience nous a appris que l'accompagnement technique ou financier de nos élections par l'Occident se solde par l'imposition de leur candidat au sommet de l'Etat !

Ainsi, après avoir aidé le Rwanda à saccager l'Est de la RDC, massacrant et pillant à grande échelle, on vient récompenser le réparateur des femmes violentées en lui offrant le poste de la présidence de la République, le revêtant ainsi de la casquette d'homme politique, jouant sur les émotions des femmes qu'il a pu aider par sa chirurgie comme base électorale !

6. Interventions subversives médiatisées :

Sur Top Congo, Eve Bazaïba, la ministre de l'Environnement a cru devoir remettre en doute, en ce mois de juin 2023, la véracité de l'élection de Félix Tshisekedi (Fatshi) le 09 janvier 2019 :

- L'a-t-elle fait d'elle-même ou en concertation avec le Chef de son Parti et dans quel but ?

- Serait-ce pour se venger d'avoir été appelée à travailler comme Ministre d'Etat plutôt que comme Vice-première Ministre ?

À suivre...

7 ANS APRÈS Z'AHIDI ARTHUR NGOMA CLASSÉ AUX PREMIÈRES LOGES DES IMMORTELS !



Z'ahidi Ngoma : l'homme et son parcours

Z'ahidi Arthur Ngoma est décédé, le mercredi 5 octobre à Paris, après une longue maladie. Président national du mouvement Politique « Forces du Futur » et président du regroupement politique « Camp de la Patrie », il a travaillé au sein de l'UNESCO avant d'embrasser la carrière politique en passant par la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD).

Né le 18 septembre 1947 à Kalima au Maniema. Il a été Vice-Président en charge des Affaires sociales et culturelles pendant la transition

de 2003 à 2006 en RDC. On comptait alors 4 vice-présidents, tous issus des factions rebelles qui sévissaient dans l'Est du pays. Z'ahidi Arthur Ngoma est détenteur d'une Licence en Droit de la Faculté de Droit et des sciences économiques de l'Université d'Orléans (France) en 1976. Il détient aussi un Doctorat d'État en Droit de l'Université de Paris I (Panthéon Sorbonne) en 1981.

Depuis Kinshasa où il était étudiant à l'Université Lovanium (actuel Université de Kinshasa), Z'ahidi Arthur Ngoma a combattu le régime de Mobutu (au pouvoir de 1965-1997).

Il a pris part à de nombreuses manifestations organisées par les étudiants. Il fut arrêté le 4 juin 1969 lors de la marche estudiantine.

Cette manifestation réprimée par le régime de Mobutu a fait 180 morts dans les rangs des étudiants.

Z'ahidi sera incarcéré au camp militaire Lieutenant Kokolo à Kinshasa.

Il va réussir à s'évader et se dirige en France où il a poursuivi et achevé ses études universitaires.

De l'UNESCO à la rébellion
Après l'obtention de son diplôme de licence en France, Z'ahidi a travaillé comme fonctionnaire de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) entre 1978 et 1998.

Il a notamment assumé les fonctions de Responsable de programme mondial de l'UNESCO, concernant la paix, le désarmement, la recherche et l'éducation en droit international public.

Après avoir combattu Mobutu, Z'ahidi Ngoma va aussi combattre le régime de Laurent-Désiré Kabila, ancien président de la RDC (1997-2001).

Il sera arrêté et gardé à la prison de Makala de Kinshasa, puis transféré au Katanga à Likasi, à la prison de haute sécurité de Buluwo.

Sa peine de condamnation à mort sera réduite à une condamnation avec sursis, grâce à l'intervention du Parlement européen et de personnalités européennes. Son emprisonnement avait entraîné la rupture de la coopération entre l'UNESCO et la République démocratique du Congo en 1998.

Dans la poursuite de son combat contre le nouveau régime instauré par l'AFDL, il va s'engager dans la rébellion initiée par le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD). Quatre mois après, il s'en est séparé.

Artisan du dialogue entre congolais

Après avoir quitté le RCD, il va créer en janvier 1999 à Bruxelles l'Union des Congolais pour la Paix (UCP). Cette organisation avait pour objectif de faire comprendre et défendre l'impératif du dialogue entre congolais.

Il a entrepris de consulter à cet effet des forces politiques significatives du pays dont le président Kabila, auquel il a proposé la médiation de la Communauté de Sant'Egidio, en la personne du Révérend Don Mateo.

DANS LA POURSUITE DE SON COMBAT CONTRE LE NOUVEAU RÉGIME INSTAURÉ PAR L'AFDL, IL VA S'ENGAGER DANS LA RÉBELLION INITIÉE PAR LE RASSEMBLEMENT CONGOLAIS POUR LA DÉMOCRATIE (RCD). QUATRE MOIS APRÈS, IL S'EN EST SÉPARÉ. ARTISAN DU DIALOGUE ENTRE CONGOLAIS...

Le Dialogue entre Congolais va commencer et va aboutir à la signature des accords de Lusaka entre belligérants (1999).

Après ce Dialogue, il fut élu par sa composante opposition politique vice-président de la République aux côtés de trois autres vice-présidents issus des composantes belligérantes.

Z'ahidi Ngoma fut le président national du mouvement Politique Forces du Futur et président du regroupement

politique Camp de la Patrie.

Monsieur « Mbudi »

C'est le surnom qu'on a attribué à Arthur Z'ahidi Ngoma. Mbudi est le nom d'un quartier périphérique dans l'Ouest de Kinshasa. C'est là que le gouvernement représenté par le vice-président en charge des Affaires sociales et culturelles avait signé un contrat avec les fonctionnaires de l'Etat pour améliorer leurs salaires. Ce contrat signé le 12 février 2004 a été appelé « accord de Mbudi ».

Selon l'accord de Mbudi, le gouvernement devrait payer à un huissier un salaire équivalent à 208 USD et 2080 pour un haut fonctionnaire de l'Etat.

Les enseignants les moins gradés du primaire et ceux du secondaire devraient toucher environ 200 USD. Le même salaire avait été proposé aux policiers les moins gradés.

Les militaires les moins gradés devraient toucher 300 USD, de même que les infirmiers et les médecins les moins gradés.

Le gouvernement avait proposé au médecin le plus gradé entre 2000 USD et 4 500 USD, ainsi que pour le magistrat.

Un professeur d'université devrait percevoir 5.000 USD et un assistant d'université 1.500 USD et le secrétaire Général de la Fonction Publique 2 000 USD.

Depuis 2004, l'accord de Mbudi n'a jamais été réalisé.

ENVIRONNEMENT INONDATIONS À KINSHASA



Est-ce dû au changement climatique ? La Ville de Kinshasa connaît de plus en plus des problèmes d'inondations qui frappent sa partie basse, la plaine située entre le fleuve Congo au nord et les collines au Sud. Cette ville est traversée par plusieurs rivières qui coulent du Sud au nord pour se jeter au fleuve Congo.

Historiquement la Ville a été bâtie sur la plaine alluviale et les parties collinaires étaient surtout déclarées zones non aedificandi où les constructions étaient interdites. Mais la ville a évolué assez rapidement pour occuper toutes les zones collinaires. 3 aspects importants apparaissent dans les causes des inondations à Kinshasa. Il s'agit des constructions

anarchiques sans respect urbanistique, l'extension anarchique de la ville, l'absence de toute gestion environnementale,

1. Constructions anarchiques

Kinshasa, ville moderne, reçoit actuellement de larges constructions dans sa partie basse, qui était bien planifiée. Il y a eu des égouts et collecteurs souterrains qui conduisaient vers le fleuve, toutes les eaux pluviales et usées. Malheureusement, toutes les constructions modernes dans la Ville n'ont pas tenu compte du plan des égouts qui pourtant existe. On s'est mis à couper systématiquement tous ces conduits. L'exemple le plus palpitant est le cas

de l'immeuble non finalisé à la place de la gare qui a interrompu toutes les canalisations qui amenaient les eaux de Lingwala et Barumbu vers le fleuve. Conséquences: blocage de passage de ces eaux et inondations au centre ville. Deuxième cas, la rivière Gombe, au delà de SOCIMAT vers le fleuve, qui aujourd'hui connaît des constructions de part et d'autre, jusque sur le lit de la rivière. Les occupants ne sont autres que des grands Conseillers et personnalités des hautes institutions du pays. La rivière est devenue un entonnoir, qui refoule toutes les eaux de pluie vers la commune de Lingwala où déjà au niveau de Mushie, un grand collecteur souterrain amenant les eaux vers le fleuve

est complètement bouché avec des constructions en surface, qui rendent difficile tout travail de dégagement. Un troisième cas est l'espace Ex Mandela au croisement Boulevard 30 juin-24 novembre, aujourd'hui occupé par les bâtiments de la Fondation Laurent Kabila. En dessous de cet espace se trouve le croisement de tous les collecteurs et égouts pour amener également vers le fleuve, les eaux venant d'un peu partout. Aujourd'hui il est quasi impossible d'accéder à ce système pour dégager les conduites. Ce travail nécessite un inventaire complet de tous les systèmes d'égouts ayant existé.

2. La ville s'est étendue vers le sud sur les collines, sans planification et souvent l'occupation l'a été par des populations démunies. Ce qui a dégagé toute végétation et dénudé le sol, de sorte que les pluies ont entraîné un lessivage et apport des masses de terre et sable (la ville étant bâtie sur du sable) vers la partie basse au nord, occupant tous les lits de rivières au nord pour aboutir au fleuve. Bien sûr qu'au nord sur les collines, la perte de terre a occasionné des érosions dont les victimes ne sont autres que les mêmes occupants anarchiques. L'accumulation de ces masses de terres sur la plaine occasionne aujourd'hui les inondations.

La responsabilité revient d'office aux services de l'Etat chargés d'aménager et de

gérer la Ville. Même si ce sont les Chefs coutumiers qui distribuent des terres (pendant que la loi prévoit qu'ils ne sont que des gardiens), cela est validé par les services du cadastre car au finish, chacun sur la colline a un certificat d'enregistrement. Pourtant un bel aménagement sur les collines devait prévoir des routes bien bâties et la couverture de sols nus par la verdure et bien sûr un système de canalisation des eaux. Ce qui n'est pas le cas pour Kinshasa. La conséquence de l'accumulation des masses de terre sur la plaine c'est les inondations en cas de pluie.

3. Enfin, il y a cet épineux problème de gestion de la cité. La Ville de Kinshasa, avec ses 12 millions d'habitants, produit chaque jour 7 à 8.000 tonnes de déchets solides. Avec le projet PARAU de l'Union Européenne qui a pris fin en 2015 mais s'est poursuivi sous la Ville jusqu'en 2016, la Ville a su évacuer 19% des déchets vers Mpsa (le Centre d'enfouissement Technique construit par le projet PARAU). Aujourd'hui, ce centre, presque inexistant, reçoit moins de 3% des déchets de la ville. Le reste constitue toutes les décharges sauvages qui pullulent dans la ville. Les quelques déchets qui sont évacués sont amenés vers les sites érosifs pour soit disant combattre les érosions (ce qui est archi faux et destructif). De là, les pluies entraînent de nouveau ces déchets vers les bas fonds où coulent les rivières. Celles-ci réceptionnent alors

les déchets qui s'associent à ceux jetés par la population dans les cours d'eaux pour se retrouver sur les ponts et de nouveau au fleuve Congo. Ce sont donc tous ces déchets qui sont également à la base des inondations car les rivières et les quelques caniveaux ouverts sont devenus des récepteurs des déchets, par manque de plan d'évacuation des déchets, qui nécessite aujourd'hui une collecte de porte à porte si nous voulons apporter une solution durable et aussi par manque des travaux de curage des rivières et des caniveaux par l'OVD (manque d'argent semble-t-il).

Depuis des années les problèmes d'inondations deviennent récurrents dans la Ville. Rien ne sert de donner des explications inutiles du genre changement climatique, d'autres allant jusqu'à se comparer à d'autres villes du monde alors que les réalités sont différentes.

Il y a tout un travail d'aménagement et de plan de gestion environnementale qu'il faut mettre en place en passant par le combat de l'impunité, la corruption, et si on met des budgets conséquents pour l'environnement urbain. Car c'est ça qui garantit la sécurité des populations urbaines. Je n'ai fait que déclencher le débat qui devrait nous amener à formuler des résolutions et un plan de développement durable dans ce domaine.

Prof Emmanuel Biey

BENYAMIN NÉTANYAHOU PRÉVIENT QUE LA GUERRE DANS LA BANDE DE GAZA «SERA LONGUE ET DIFFICILE»

«**La guerre dans la bande de Gaza sera longue et difficile et nous y sommes prêts**», a déclaré le Premier ministre israélien lors d'une conférence de presse à Tel-Aviv, ajoutant que son armée «détruirait l'ennemi sur terre et sous terre». Les moyens de communication coupés. Le Hamas a rapporté vendredi que les communications et internet ont été coupés dans la bande de Gaza. Le Croissant-Rouge palestinien et plusieurs agences de l'ONU, dont l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ont dit avoir perdu contact avec leurs équipes à Gaza. «Cette coupure de l'information risque de servir de couverture à des atrocités de masse et de contribuer à l'impunité des violations des droits humains», a déclaré un responsable de l'organisation Human Rights Watch (HRW).

Des frappes massives sur la bande de Gaza. Les bombardements israéliens sur la bande de Gaza se sont accrus «d'une manière très significative», vendredi soir, a précisé Tsahal. Elle a affirmé avoir frappé 150 cibles souterraines du Hamas, dont des «tunnels utilisés par les terroristes» et de «sites de combat». «Des centaines d'immeubles et de maisons ont



été entièrement détruits et des milliers d'autres logements ont été endommagés» par les frappes, a affirmé à l'AFP le porte-parole de la Défense civile dans cette enclave palestinienne, samedi.

Les familles d'otages inquiétées par les frappes. Les familles des otages retenus par le Hamas dans la bande de Gaza «s'inquiètent du sort de leurs proches et attendent des explications», ont-elles déclaré samedi. «Chaque minute semble être une éternité. Nous exigeons que le ministre de la Défense, Yoav Gallant, et les membres du cabinet de guerre nous rencontrent ce matin», au terme d'une

nuit d'angoisse immense», selon un communiqué de l'association regroupant les familles de plus de 220 otages enlevés le 7 octobre.

Appel à la trêve. Le chef de la diplomatie européenne réclame une «pause des hostilités» afin de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza, frappée par d'intenses bombardements israéliens. «Gaza est totalement privée d'électricité et complètement isolée alors que d'intenses bombardements continuent», a déclaré Josep Borrell sur les réseaux sociaux.

L'ÉCONOMIE À L'ARRÊT À KAKANDA APRÈS LA SUSPENSION DU MINIER BOSS MINING



La RDC compte de très fortes ressources en cobalt et en cuivre. (Image d'illustration)

La RDC compte de très fortes ressources en cobalt et en cuivre. Les activités économiques dépendent à 90% de Boss Mining à Kakanda. C'est la seule entreprise opérationnelle dans cette région. Marcel Kalubi vend divers produits au marché de Kakanda. Depuis que la société est frappée par des sanctions du gouvernement congolais, son commerce ne tourne plus. En trois ans, il a perdu plus de 70% de son chiffre d'affaires. « Boss Mining avait au moins 3 000 travailleurs et 2 000 étaient résidents à Kakanda. À ce moment-là, les activités marchaient correctement. Moi, par exemple, je pouvais réaliser les recettes d'un million de francs congolais sur deux ou trois jours. Mais actuellement, ma recette journalière ne dépasse pas 40 000 francs congolais. Kakanda, sans Boss Mining c'est difficile », se désole le commerçant.

Difficile également pour les travailleurs de cette entreprise,

car leur avenir est hypothétique. La société n'a relancé ses activités minières qu'en novembre 2022 après trois ans d'interruption. ERG et son partenaire la Gecamines avaient décidé de consacrer cette période à l'entretien des équipements et à la mobilisation des investissements. Six mois seulement après la reprise, la société est sanctionnée pour avoir causé la mort de huit personnes et des dégâts importants suite au débordement de son bassin en avril dernier. Pourtant, Boss Mining prévoyait atteindre, à la fin de l'année, une production de 1 800 tonnes de cuivre et 300 tonnes de cobalt. Cet agent de l'entreprise qui a requis l'anonymat est inquiet.

Des conséquences au quotidien « Nous avons cette crainte de voir ces sanctions pousser l'entreprise à fermer. Il y a aussi les entreprises de sous-traitance qui étaient ici et qui ont déjà arrêté leurs activités. Certains travailleurs de ces entreprises sont en congé technique. Nous,

de Boss Mining, sommes encore là, mais nous craignons que cette sanction puisse nous envoyer au garage. »

La communauté de cette ancienne cité Gecamines est aussi impactée par l'arrêt des activités de Boss Mining. Le coût de l'eau et de l'électricité par exemple, pris en charge jusqu'à présent par la société, risque de retomber sur cette population. Le secteur de l'éducation n'est pas épargné, indique Ben Kabajika, coordonnateur de la société civile de Katanga : « À ce jour, plusieurs familles n'ont pas envoyé leurs enfants à l'école à cause du manque de moyens financiers. Le phénomène d'enfants mineurs (présents dans les carrières minières) commencent à prendre de l'ampleur. Le pouvoir d'achat baisse sensiblement, car Kakanda vit grâce à la présence de la société. »

Une équipe du ministère des Mines vient d'effectuer une mission d'évaluation dans cette cité. Les travailleurs de Boss Mining et les communautés locales espèrent voir le gouvernement lever les sanctions sur cette entreprise, leur seule source de revenus.

Par :
Denise Maheo
RFI

TUBERCULOSE



La tuberculose reste une maladie infectieuse de première importance au niveau mondiale, avec plus que 10 millions de cas, entraînant 1,4 millions de morts chaque année. La synergie avec l'épidémie de sida et l'émergence de souches de *Mycobacterium tuberculosis* (bacille de Koch) multi résistantes aux antibiotiques et aux agents thérapeutiques contribuent à aggraver l'impact de cette maladie, considérée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme une urgence sanitaire

au niveau planétaire. Malgré l'énorme problématique sanitaire et sociale autour de la tuberculose, il y a certains progrès à noter. En effet, l'OMS estime qu'entre 2000 et 2019, 63 millions de vie ont été sauvées grâce au diagnostic et traitement de cette maladie, mais le futur de ce bilan prometteur risque d'être impacté par la pandémie de COVID-19, qui entraîne de nombreuses perturbations aux centres de dépistages et traitements.

LA TUBERCULOSE TUE PRÈS DE 1,4 MILLIONS DE PERSONNES CHAQUE ANNÉE DANS LE MONDE

206 030 CAS DE TUBERCULOSE MULTIRÉSISTANTE DANS LE MONDE EN 2019

Épidémiologie

En moyenne, 10 millions de personnes développent une forme active de la maladie chaque année (10 millions en 2019, selon l'Organisation mondiale de la santé - OMS). Et la tuberculose est l'une des 10 premières causes de mortalité dans le monde. En 2019, 1,4 million de personnes en sont mortes, dont 208 000 étaient également infectées par le VIH. Plus de 95 % des décès dus à la tuberculose

surviennent dans les pays en développement, mais la tuberculose reste un problème de santé publique majeur dans de nombreux pays industrialisés, surtout quand il s'agit des formes multi-résistantes, qui sont particulièrement difficiles et longues (> 2 ans) à soigner.

Globalement aujourd'hui, un quart de la population mondiale est infecté avec *Mycobacterium tuberculosis*, et 30 pays totalisent à eux seuls 87 % des cas mondiaux. Dans le monde, on estime à 206 030 le nombre de cas de tuberculose multirésistante en 2019, dont 10 % de plus qu'en 2018.

Transmission

La tuberculose est une maladie contagieuse, due au bacille de Koch (souches du complexe *Mycobacterium tuberculosis*). Cet agent infectieux est transmis par voie aérienne, via des gouttelettes contenant les bactéries et expectorées par la toux des malades. L'inhalation d'un petit nombre de gouttelettes contaminées suffit à infecter un individu. Une personne tuberculeuse non traitée peut infecter de 5 à 15 personnes en moyenne chaque année. Des conditions sanitaires et sociales précaires sont souvent associées à la

dissémination de la maladie.

La maladie

Le développement actif de la maladie parmi les personnes infectées par le bacille de Koch dépend de nombreux facteurs (génétiques, immunologiques, nutritionnelles, sociales). Il est estimé que 5 à 15 % des personnes infectées développeront une tuberculose avec symptômes durant leur vie. Le bacille peut rester dans l'organisme à l'état «dormant» pendant des années. Les personnes immunodéprimées ont plus de risques de développer une tuberculose active. Le virus VIH et le bacille de Koch forment en effet une association dangereuse, car les déficiences du système entraînées par une infection avec VIH aidant la progression de la tuberculose. En l'absence de traitement, la tuberculose est mortelle chez la quasi-totalité des personnes atteintes du SIDA.

Traitement

Dans les années 40, aucun médicament ne permettait de soigner la tuberculose. Aujourd'hui, une association d'antibiotiques et chimiothérapeutiques est utilisée pour traiter les tuberculeux, mais le traitement doit être

suivi au minimum 6 mois (et jusqu'à deux ans en cas de souches multirésistantes). Un traitement incomplet ou mal suivi est souvent responsable de l'apparition de tuberculoses résistantes aux antibiotiques qui sont ensuite transmises dans la communauté. Lorsqu'ils peuvent être traités, ces cas de tuberculose résistante sont 100 fois plus coûteux à traiter que les cas de tuberculose pouvant être traités par les régimes standards.

De nouvelles armes contre les bactéries

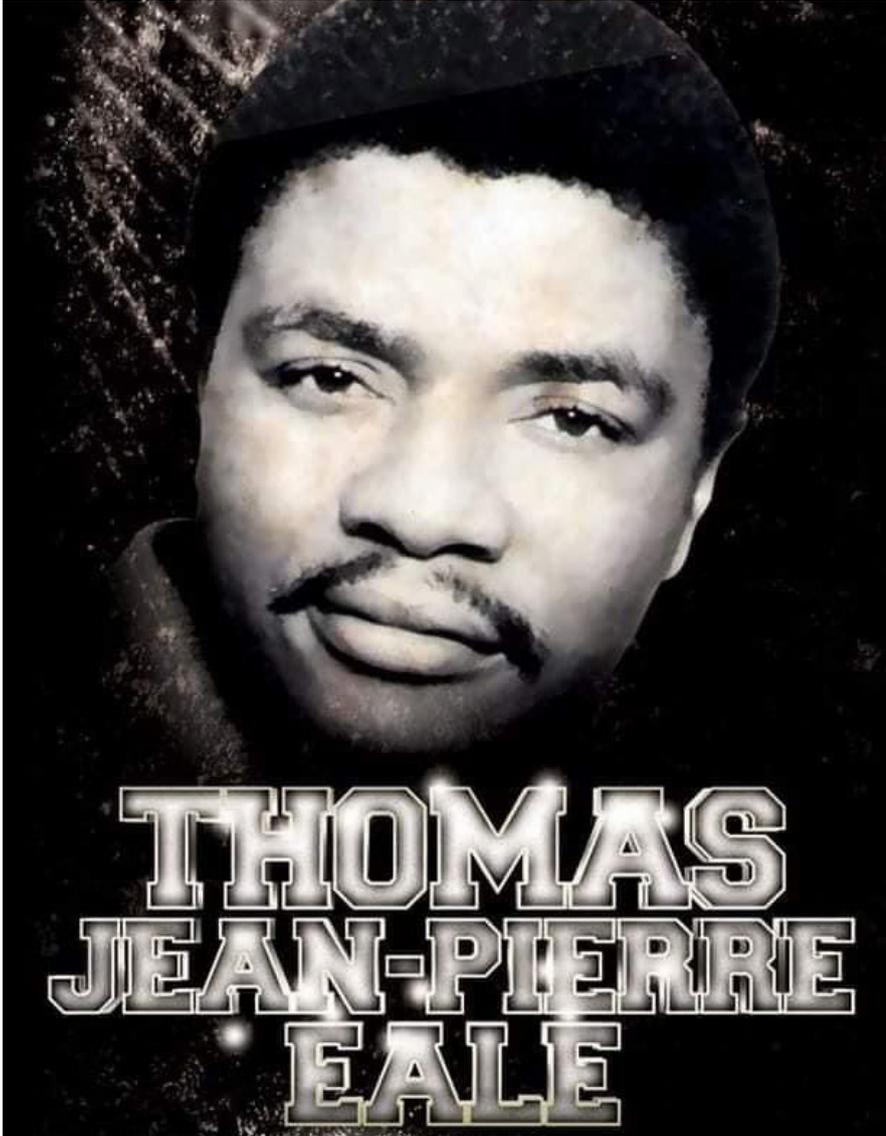
Vaccin

Le B.C.G. (Bacille de Calmette et Guérin) est le seul vaccin licencié actuellement pour vacciner contre la tuberculose. Néanmoins, ce vaccin qui fête son 100^e anniversaire en 2021 est un vaccin partiellement efficace : bien qu'il soit très utile pour prévenir les formes graves de la maladie chez les jeunes enfants (près de 90 % d'efficacité dans le cas de méningites tuberculeuses), il protège peu contre les cas de tuberculoses pulmonaires chez les adolescents et adultes. Il ne permet donc pas d'empêcher la transmission de la maladie et d'enrayer l'épidémie mondiale.

Institut Pasteur

LETTRE À L'ABSENT

THOMAS JEAN PIERRE EALE 52 ANS SANS NOUS



Je reviens d'une mission de travail à Mbandaka, Chef-lieu de la province de l'Equateur. C'est fut pour la première fois que le 19 octobre me trouve dans cette ville qui a vu mon père grandir et faire ses études.

Je suis retourné dans leur maison familiale sur rue Budkala à Mbandaka 1. J'ai visité la maison et la chambre qu'occupait mon défunt père. Là dedans, il n'y a plus des

membres de la famille. Mon cousin Sina qui y était resté jusqu'il y a cinq ans, avait quitté pour habiter chez lui. La maison est à l'abandon.

Ce jour-là, je suis allé faire une prière en ta mémoire à la Cathédrale Saint Eugène. Dans ta famille biologique, il s'est passé pas mal de choses. Nous avons eu deux grosses pertes dont celle de la «Maman des Eale», ainsi

que j'aimais bien l'appeler.

Avec le décès de Maman Mado Mondeke, nous avons perdu la dernière de la série qui nous restait. Et comme un malheur ne vient jamais seul, nous avons connu, pour la première fois, une perte immense avec le décès de Marie Josée, deux semaines après la disparition, brutale et inattendue, de Ma Mado, ou mieux, de «Marie Jo» comme j'aimais l'appeler affectueusement. Elle a souffert longtemps pendant plus de dix années de sacrifices et de privation.

Nous continuons de souffrir de l'absence de ton dernier enfant que tu as eu juste le temps de voir naître. Eddy vit à Namur près de quarante ans avec Vichy, sa tante, et votre fille adoptive. À part moi qui l'avait connu tout petit et lui ai rendu visite deux fois de suite à Namur, il ne connaît personne et ne manifeste pas le désir de le faire malgré ses fréquents voyages à Kinshasa. Nous ses frères et sœurs souffrons beaucoup de son éloignement, mais nous acceptons sa position et le portons dans nos cœurs.

Pour renfermer cette lettre à l'absent, je voudrais te dire que nous gardons toujours allumé ta flamme et ne menagerons aucun effort pour pérenniser ton prestigieux nom, Thomas Jean Pierre Eale.

Inoubliable dans les cœurs et guide éclairé.

Pour ta famille

Jean Pierre Eale Isalungute

**Lettre écrite à Istanbul
le 26 octobre 2023**

HENRI MOVA SAKANY, LE PLUS KINOIS DE LUSHOIS



C'est en 1997 avec l'arrivée de l'AFDL dans la capitale qu'il découvre Kinshasa et s'installe. Il est membre du premier gouvernement de Mzee Kabila dont il fut ministre des Transports et Voies de communication. Il a ses bureaux au bâtiment de l'Onatra sur le boulevard du 30 Juin.

Au conseil de ministres, il rencontre Didier Mumengi, ministre de l'Information et Presse et ils deviennent des collègues doublés d'amis. Ensemble, ils forment un duo de choc ; Ils écrivent des livres et des chansons ainsi que des pièces de théâtres.

Quelques mois après, je rencontre dans au café "Stand By", derrière la Poste à l'ex Perruche bleue et Jambo Jambo, Bony Mbangou. Ce dernier me découvre entre deux verres de bière. Il me

propose à son ministre. Après une brève entrevue et casting au restaurant le Délice, il m'embauche au cabinet pour m'occuper de la communication et de son image. C'est là que va naître notre amitié.

Il me confie son journal Liberté et me demande de monter deux magazines : Safari pour le compte du ministère et Boulevard des stars pour la détente et les divertissements. Entre deux conseils de ministres, il écrit des bouquins sur la diplomatie et la fiscalité. Je découvre son côté enseignant. En plus, il est du genre à son contact, on devient intelligent. Je quitte fin 1998 le cabinet pour rejoindre le Grand Hôtel encore Intercontinental.

En 2005, il devient ministre de l'Information et Presse. Je rejoins le cabinet. Après son départ du ministère, je vais rester jusqu'à devenir le

meuble du cabinet, 13 ans sans discontinuer.

Devenu Ambassadeur, je me souviens lors d'une visite dans son cabinet Marie de Bourgogne, il m'avait reçu durant 8 heures, record d'audience.

De retour au pays, il est redevenu Ministre, Vice-Premier ministre, puis honorable député.

Plus Kinois de Lushois, c'est à Kinshasa qu'il a été élu. C'est aussi à Kinshasa qu'il est devenu l'ami de musiciens, comédiens et sportifs dont il fait partie. Chaque dimanche, il ne manque pas de jouer au football avec Hewa Bora. Et depuis, le lingala n'a plus de secret pour ainsi que les coins et les recoins de Kin la Belle.

Jean Pierre Eale Ikabe

BRÈVE HISTOIRE DU CONGO/ZAÏRE MOBUTU ET LE M.P.R. (WINA LOKONDO)



Le Congo accède à l'indépendance nationale le 30 juin 1960. Elle lui est octroyée dans la précipitation par la Belgique, l'ancienne puissance coloniale, après les émeutes de janvier 1959. Elle ne l'avait pas jusque-là envisagé et n'a ainsi pas eu le temps de préparer une élite politique et intellectuelle à même d'assumer les hautes charges d'un État souverain. Ce 30 juin 1960, les diplômés d'université se comptent sur les doigts de deux mains et sont en majorité des théologiens. Ce déficit en cerveaux - en gestionnaires politiques, militaires et économiques - se fera aussitôt sentir dans différents domaines et explique les successifs et malheureux événements que connaîtra le pays durant les cinq années qui

suivirent la déclaration de l'indépendance.

La descente aux enfers commence très vite. Le 6 juillet 1960, six jours à peine après les réjouissances de la «libération», les militaires se mutinent au camp de Thysville (aujourd'hui Mbanza-Ngungu) suite à une déclaration de l'ancien commandant belge de l'armée, le général Janssens, que les mutins n'ont pas appréciée, et lesquels se mettent à brutaliser

la communauté européenne locale. Pour calmer les esprits, le président de la République, sur proposition du premier ministre, fait remplacer le Belge par Joseph-Désiré Mobutu qu'il nomme colonel et chef d'état-major de l'armée congolaise. Ce dernier est un ancien sergent de l'armée coloniale et ancien journaliste. Il est secrétaire d'État dans le gouvernement national au moment où il est appelé à réintégrer l'armée et la diriger.

Le 11 juillet 1960, Moïse Tshombe proclame la sécession du Katanga, la plus riche province du pays. Albert Kalonji lui emboîte le pas le 8 août et crée l'État du Sud-Kasaï. Il s'y proclame

empereur. Le 5 septembre, le président de la République Joseph Kasa-Vubu prend la décision, suite à de fortes divergences avec le premier ministre Patrice Lumumba, de le révoquer. Celui-ci dénie au Chef de l'État le pouvoir de le démettre et déclare à son tour, le même jour et aussi par messengeradio, la révocation du président Kasa-Vubu. La crise politique est à son comble.

Le colonel Mobutu se voit obliger d'intervenir pour, dit-il, «sauver le pays». Il neutralise ces deux principaux protagonistes et installe d'autorité un gouvernement dit des «Commissaires généraux», composé en majorité de jeunes Congolais frais émoulus d'universités. L'assassinat de Patrice Lumumba en janvier 1961 au Katanga exacerbe les tensions politiques et met le feu dans le pays. Ses camarades politiques (Mulele, Gizenga, Gbenye, Soumialot et autres) prennent les armes, avec le soutien de quelques pays Communistes, et lancent des rebellions armées à travers le pays et installent des autorités autonomes dans les territoires sous leur contrôle.

C'est dans le contexte d'un Congo divisé politiquement et éclaté géographiquement que Mobutu, devenu lieutenant-général, prend le pouvoir le 24 novembre 1965. Il interdit, entre autres décisions, le fonctionnement

des partis politiques dont la plupart furent les expressions tribales de leurs leaders et lesquels ont contribué à la division des Congolais.

La grande obsession du général Mobutu sera de réunifier territorialement le pays et de créer l'unité de la nation. Tout son règne en sera marqué. La première décision qu'il prend, en 1966 et pour cet objectif, est l'interdiction pour tout haut cadre politique et administratif de travailler dans sa province d'origine. Les gouverneurs de provinces sont aussitôt permutés. Pour exemples, le Kasaien Jonas Mukamba se retrouvera à la tête de la province de l'Équateur et le Kivutien Denis Paluku se verra nommer gouverneur du Bas-Congo. La «territoriale des non-originares» aura été la trouvaille, une des recettes qui permet l'osmosenationale, l'unification des Congolais.

Mobutu estima ne pouvoir parvenir à unir optimalement les Congolais que par un mouvement qui devait les rassembler tous en son sein. Le Mpr aura été ce moule qui servit au nouveau régime à façonner un Congolais nouveau, à donner une nouvelle identité à la nation congolaise.

Le parti Mpr est ainsi officiellement créé le 20 mai 1967 après l'existence éphémère de son «aîné», le

CVR (Corps des volontaires de la République) lancé en 1966. Le nouveau parti se dote d'un «bréviaire» politique - le Manifeste de la N'sele - et a le «nationalisme» comme doctrine. Il fonctionne jusqu'en 1970 comme un parti où l'adhésion est volontaire. Il s'institutionnalise dès cette année et prend un rôle dirigeant dans toutes les activités du pays. Sa nouvelle doctrine est «l'authenticité» qui prône le recours aux valeurs ancestrales du pays et le rejet des valeurs étrangères jugées incompatibles avec la société zaïroise ainsi que des noms (des personnes et des lieux) à consonnance non congolaise. Il est décidé l'abandon du port de la cravate. «L'abacost» devient la tenue officielle pour les hommes. Interdiction est faite aux femmes de porter les pantalons, les perruques et les mini-jupes. En 1971, le pays est débaptisé et devient République du Zaïre.

Le Mpr est finalement déclaré parti unique et institution suprême en 1974. Toutes les autres institutions deviennent ses organes (le Congrès, le Comité Central, le Bureau Politique, le Conseil Législatif, le Comité Exécutif du parti, le Conseil Exécutif, le Conseil Judiciaire). Le Président-Fondateur est mis au-dessus de toutes les institutions. Tout Zaïrois devient...obligatoirement

membre du Mpr. Celui-ci se définit désormais comme la «nation zaïroise politiquement organisée». Il se donne des structures spécialisées, notamment la Mopap (Mobilisation, propagande et animation politique), l'Institut Makanda Kabobi (l'école de formation idéologique), la Jmpr (Jeunesse du Mouvement Populaire de la Révolution), la Condition féminine, le Corps des éducateurs politiques des armées.

En 1984, le Mpr devient finalement un Parti-État. Il est dorénavant source de légitimité de toute autorité publique. Il prend la primauté sur l'État. C'est ainsi qu'on élit le Président national du Mpr qui devient, par la suite et de droit, Président de la République. La nouvelle doctrine du Parti-État est le «mobutisme» défini comme «l'ensemble des paroles, faits et gestes du président-fondateur».

Le 24 avril 1990, le président Mobutu, devenu maréchal, ouvre le pays au multipartisme. Le Mpr cesse d'être l'unique parti politique du pays. Il devient une association politique en concurrence avec plusieurs autres et s'est nommé, depuis cette année, «Mpr-fait privé».

Wina LOKONDO



GEORGES NGALULA ABRANCHES, PUBLICITAIRE CRÉATIF

Une conjonction de faits et une concordance dans les esprits ont dû nous mettre ensemble. On dirait simplement un concours des circonstances ! Et des années d'ambiance commune ont fini par cimenter cette amitié construite à travers de belles histoires qui a pris du volume, au fil du temps ! C'est comme ça Georges Ngalula Abranches et moi sommes devenus proches. On ne se refait pas, dit-on ! Enthousiaste se montrant constamment chaleureux, Georges est le spécimen de ceux qui ont l'appétit pour la vie et les autres. Voilà près de 5 ans que physiquement, je ne l'ai plus revu. Je savais qu'il avait quelques ennuis de santé, parce que parti en Belgique par évacuation sanitaire immédiate pour

des soins que nécessitait son état. Dans mon for intérieur, lorsqu'il a manqué aux obsèques de Papa Wemba, je m'étais dit que ça devrait être sérieux ! Lui et Riva Kalimazi sont deux «petits» de Bokul qui ne manquaient jamais dans ses dédicaces, via les chansons. Il y a un an, j'ai croisé son frère à la gare du Midi à Bruxelles. Devisant avec moi, peu avant de prendre son train pour Paris, il me lâchera que Georges allait bien. Sans plus ! Et le revoilà debout sur une photo, il y a deux jours seulement, s'affichant avec Claude Potshika, visiblement en bonne santé. Rien de moins pour rassurer. J'étais ravi de le revoir ce «fils de pub», le binôme de Riva Kalimazi. Georges, je l'ai connu à Limeté, la célébrité le talonnait déjà : j'enue frère de l'épouse de Simon Diasolua (jadis commandant d'Air Zaïre sur DC 10). Puis il rapproche plus près de moi, lorsqu'il arrive à la pub par l'agence Lintas vers 1988. Par la suite, deux ans plus tard, il monte avec Riva l'agence RG, créatifs et associés, une structure de publicité (bien sûr), de productions audiovisuelles et événementielle qui

s'installe à Gombe, face à la Cour suprême, pendant que moi et la mienne (ATL+) sommes logés au Memling. Nous nous retrouvons, sans coups tordus comme en musique, sans jamais une rafale de fusil dans le dos, chez tous les annonceurs. Concurrence loyale oblige ! Et lorsque je fais venir Papa Wemba, en novembre 1993, pour se produire au concert des retrouvailles des anciens de Zaiko Langa Langa, il signe avec eux et devient leur produit. Depuis, avec Bokul, pas un pas sans eux. Georges, comme aime à le répéter Riva, est très carré, voire cartésien (c'est son côté blanc qui rejaillit) et fort rigoureux dans ce qu'il fait. Je pense avoir tout dit de cet ancien élève de l'Athénée royal de Kalina ! Ceci dit, Georges, reviens-nous rapidement pour aller faire la nouba chez Riva, comme à notre habitude avec au menu nos histoires communes agrémentées des chansons de notre ami et grande frère en même temps que nous avons en partage, Papa Wemba, d'heureuse mémoire...



Pétrifié, j'ai catégoriquement refusé de voir, de croire que cette photo, cette épitaphe, te concernait.

Toi, l'ami cher, le précurseur, le Seigneur et Doyen de la communication.

L'inadmissible a figé le temps. Instant maudit où, avec une désinvolture propre aux réseaux sociaux, l'annonce fatale vient te surprendre et t'ébranler.

Giorgio! Nooonn !!!!

Une douleur aiguë me paralyse.

Un cri strident perce le silence, exprimant le dégoût et le refus face à cette brutale déchirure. La complicité retrouvés à Bruxelles était un moment précieux sans égale. Plongés dans la réminiscence, nous avons revécu avec émotion ces instants magiques et inoubliables.

Toi, l'ami cher, le Frangin, le précurseur, le Seigneur et Doyen de la communication. Face à la mante religieuse, le déni est vain, la colère est illusoire. Insatiable et infatigable travailleuse, elle apporte la mort.

La mort, ce vide jailli du néant qui aspire tout sur son passage.

La mort, cette certitude qui donne sens à l'insensé.

La mort, ce silence assourdissant qui nous plonge dans l'aphonie.

La mort orgueilleuse que nul n'invite mais qui, sans gêne ni rendez-vous, s'invite.

Toi, l'ami cher, le Frangin, le précurseur, le Seigneur et Doyen de la communication. En avril

2020, je rendais un vibrant hommage, empreint d'une joie sincère, à ton génie créatif et à celui de ton alter ego Riva, qui t'a précédé au Royaume des intelligences créatrices.

Mars 2021, j'étais déboussolé mais vite rassuré. C'était une fausse alerte.

Octobre 2023, voici l'indésirable et implacable requiescat in pace.

Quelle déchirure, une blessure béante sans cicatrice pour les tiens.

Tes êtres chers, ta grande famille et nous, les frangins, avons du mal à l'admettre et à l'accepter, à donner un sens à l'insensé.

Toi, l'ami cher, le Frangin, le précurseur, le Seigneur et Doyen de la communication. La tristesse me consume. Le chagrin et le mal-être se sont emparés de moi.

Encore une fois la grande faucheuse s'est employé dans son oeuvre macabre.

L'esprit d'un précurseur ne meurt jamais ! C'est là que je puise ma consolation.

Adieu, Georges Ngalula Abranches.

Adieu, Giorgio.

Adieu, l'ami.

Jean-Claude EALEB.



Georges Ngalula Abranches

07 octobre 1957 - 29 octobre 2023

Chers amis et proches,

C'est avec une grande tristesse que nous vous annonçons le décès de notre bien-aimé Georges Ngalula Abranches. Nous souhaitons vous inviter à vous recueillir en sa mémoire dans la salle située à l'adresse suivante:

RUE DU PATRONAGE 15

Kraïnem 1950

La famille Abranches vous accueillera à partir de 18h, ce lundi et jeudi, pour rendre hommage à la vie de Georges. Votre présence et vos pensées réconfortantes seront grandement appréciées en cette période difficile.

Avec toute notre gratitude,

LE CERCLE DE PAPA WEMBA DE NOUVEAU ENDEUILLÉ

Le village Molokaï vient de perdre l'un de ses notables, en la personne de Georges Ngalula affectueusement appelé «Zolozzi». Il vient de rejoindre, dans l'au-delà Papa Wemba et Riva Kalimasi. Ces inséparables viennent, pour ainsi dire, de reconstituer leur trio de tête dans un tout autre univers, celui de l'éternité.

Georges Ngalula, à en croire des témoignages, avait des soucis avec son cœur et était

gardé en observation à Bruxelles pour un suivi médical.

R a i s o n

pour laquelle il n'était plus régulier à Kinshasa au point d'être le plus grand absent aux obsèques de ses deux potes, Papa Wemba et Samy Mikobi.

Il a rendu l'âme à Bruxelles. La nouvelle est tombée tel un couperet alors que la nouvelle du décès de Rigo Star Bamundele résonnait encore frais dans les tympanes. La famille biologique du disparu

est inconsolable, elle qui, la veille, célébrait les noces d'or de sa sœur Marie-Josée avec le Commandant Simon Diasolua, sans se soucier du lendemain.

La triste nouvelle est venue rompre l'atmosphère festive pour céder le flanc à la tristesse, à l'abattement et à l'amertume.

Nous reviendrons avec de plus amples détails et programmes dans notre prochaine livraison. Ci-dessous, un brin d'écriture sur l'illustre disparu dans l'ouvrage «Mes Gens» (saison 3) en cours d'élaboration.

LA MORT DE PRINCE LUSALA : MÉCÈNE, AGENT DE JOUEURS ET MANAGER

Atho hôtel le mardi 17 octobre. Sa disparition touche les milieux sportif et musical qu'il fréquentait.

Ancien joueur, il fut par la suite agent de joueurs et il a conduit plusieurs joueurs congolais à l'étranger.

Ces dernières années, il s'est illustré comme débattEUR politique et fustigeant les bilans de certains

grande gueule, Gabriel Mokia fut un candidat malheureux lors de la présidentielle de 2018. La surprise est grande de ne pas le voir se présenter à l'élection présidentielle de 2023 et plus encore d'entendre sa voix.

Curieusement depuis l'arrivée au pouvoir de Felix Tshisekedi en 2019 jusqu'à ce jour, on n'entend plus ses prises de position et de parole tranchées qui faisaient de lui un farouche opposant.

Arrivé très jeune à Kinshasa avec l'équipe de football de la ville de Bumba, il s'est converti dans les affaires dans les domaines de l'immobilier, de la négoce des produits agricoles et d'autres. Pour ses prises de position radicales, il a été à plusieurs reprises incarcéré.

En décembre prochain, il va célébrer le 28ème anniversaire de sa carrière politique.



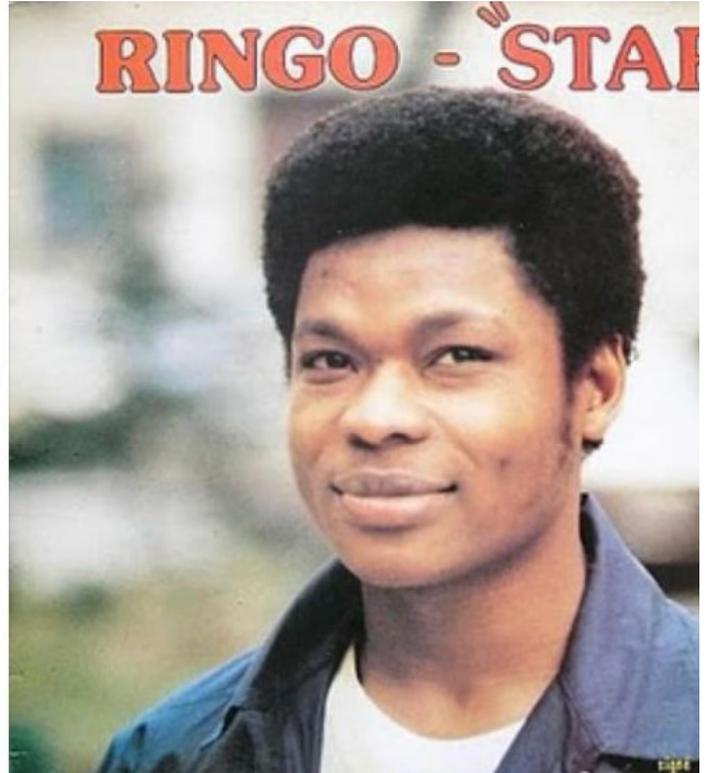
Nous avons appris avec consternation la mort de Prince Lusala qu'on a retrouvé inanimé dans sa chambre à

hommes politiques.

Où est passé Gabriel Mokia ?

Homme politique et d'affaires,

RIGO STAR, LE VIRTUOSE GUITARISTE S'EN EST ALLÉ !



La triste nouvelle de son décès est tombée le jeudi 26 octobre 2023. L'artiste est mort suite à un accident vasculaire cérébral (AVC) à Reims, en France à l'âge de 68 ans.

L'annonce de sa disparition a fait un effet de bombe dans le milieu musical et de la part des mélomanes qui se sont égayés par sa dextérité et son inventivité à travers plusieurs œuvres auxquelles il est intervenu et qui sont devenues des standards de la musique congolaise moderne. Guitariste, auteur-compositeur et arrangeur, Rigobert Bamundele dit Rigo Star a multiplié des

collaborations avec plusieurs artistes congolais et étrangers et il a été à la base des carrières solo de plusieurs artistes tels Koffi Olomide et Mbilia Bel. Rigo Star est un self made man qui a appris tout seul au maniement de la guitare. Il s'est perfectionné au fil du temps à travers les groupes de sa commune de Ngiri Ngiri.

Encore inconnu, il se fait connaître au grand public à travers la chanson Kathoul de Kalala Djo Lili avec l'orchestre Maïka enregistrée aux éditions Veve en 1975. L'orchestre est composé de Kalala Djo Lili, Mwanza et Toniwa Romain au chant, Vans

guitare rythmique, Athos aux basse et Kamwamba aux drums.

Rigo Star rejoint Papa Wemba à la création de l'orchestre Viva la musica en 1977. Il fait partie de la première monture de Viva La musica composée de Papa Wemba, Jadot le Cambodgien, Aziza, Espérant Kisangani, Bipoli (chanteurs), Otes et patcho star (drummers), Pinos et Pepito (guitare basse), Rigo star Bamundélé et Juleva Liguagua (guitare solo) et Syriana (guitare rythmique). Dans son rôle de guitariste principal, Rigo Star a contribué à façonner le rythme de Viva la musica et il

l'auteur l'hymne de l'orchestre qui se jouait au début du concert.

Lorsque Koffi Olomide embrasse la carrière musicale, il est là pour l'accompagner. Il intervient comme guitariste et comme arrangeur dans les albums de Koffi Olomide : Ngobila et Henriquet. « Si j'avais un frère, un ami, un complice avec qui j'ai accompli de grandes choses dans la musique congolaise c'est bien lui, voilà quelqu'un qui a apporté à l'institution Tchatcho, voilà quelqu'un qui a construit avec moi l'institution Tchatcho », a reconnu Koffi Olomide.

Parti rejoindre l'Afrisa International de Tabu Ley en 1979, Papa Wemba amène Rigo Star et ce dernier intervient dans la chanson Lèvres roses de Papa Wemba. 6 mois après, les deux artistes quittent l'Afrisa et retournent dans Viva la musica. Viva la musica effectue une tournée européenne dans le cadre de la maison Visa 80 de Luambo Makiadi en 1981. Faisant partie de la délégation, Rigo Star quitte le groupe et décide de s'installer à Paris où il retrouve d'autres musiciens congolais.

Rapidement grâce à sa qualité de guitariste virtuose doublé d'arrangeur, Rigo Star travaille

en session d'enregistrement dans les albums de plusieurs artistes à l'instar de Pamelou Mounk'a, Théo Blaise Kounkou et Kosmos et tant d'autres. Il a également enregistré un album solo, pour le producteur Eddy Gustave.

Il multiplie des collaborations et au milieu des années 80, Rigo Star travaille sur le sensationnel Malinga de Kanda Bongo Man et Je Suis Fâché d'Abeti, un album qui a remporté l'or en France (ventes de 100 000 ou plus). En 1986, il intervient dans les albums Ngobila et Henriquet de Koffi Olomide en jouant les guitares solo et basse dans Rue d'amour. Il joue également un rôle majeur sur la chanson Aladji de Sam Mangwana.

Il est dans l'aventure avec Mbila Bel, qui après avoir quitté son pygmalion Tabu Ley, se lance dans la carrière solo. Rigo Star a joué toutes les guitares (solo, rythmique et base) et a arrangé l'album Phénomène, sorti en 1988. Un véritable chef d'œuvre ! Vers la fin de la décennie 80, Rigo Star élargit son champ artistique et embrasse d'autres genres musicaux. À New York en 1989, il joue de la guitare sur une chanson de Rhythm of the Saints de Paul Simon. En Californie, il enregistre

Yalowa (1996) avec Mbilia et la nouvelle venue Vivick Matou, un album excellent mais largement méconnu basé sur la rumba congolaise.

Prospectant d'autres univers musicaux, Rigo Star, durant son séjour californien, produit l'album Got the Feeling (1997), une douzaine de morceaux de « smooth jazz » qui, à tout le moins, ont démontré sa remarquable polyvalence. Après la faillite de sa maison de disques, il regagne Paris poursuivre son travail d'arrangeur et de musicien de session. On le retrouve en 2003 lors de la sortie du groupe Kékélé composé de vétérans comme Bumba Massa, Loko Massengo, Wuta Mayi, Syran M'benza et Nyboma Mwan Dido.

Au cours de sa carrière exceptionnelle, il a laissé une empreinte indélébile dans le monde de la musique. Parmi les artistes et groupes avec lesquels il a partagé son talent, on compte Papa Wemba et son Viva La Musica, Bozi Boziana et son groupe Anti-Choc, Kanda Bongo Man, Koffi Olomide, Kékélé, Madilu Système, Mbilia Bel, Tabu Fataki Junior, Stervos Nyarkos, Luciana Demingongo, Reddy Amisi, Bozi Boziana, Defao Matumona, Paul Simon, Fally Ipupa etc.

Herman Bangi Bayo

OÙ EST PASSÉ GABRIEL MOKIA ?



Homme politique et d'affaires, grande gueule, Gabriel Mokia fut un candidat malheureux lors de la présidentielle de 2018. La surprise est grande de ne pas le voir se présenter à l'élection présidentielle de 2023 et plus encore d'entendre sa voix. Curieusement depuis l'arrivée au pouvoir de Felix Tshisekedi en 2019 jusqu'à ce jour, on n'entend plus ses prises de position et de parole tranchées qui faisaient de lui un farouche opposant.

Arrivé très jeune à Kinshasa avec l'équipe de football de la ville de Bumba, il s'est converti dans les affaires dans les domaines de l'immobilier, de la négoce des produits agricoles et d'autres. Pour ses prises de position radicales, il a été à plusieurs reprises incarcéré. En décembre prochain, il va célébrer le 28ème anniversaire de sa carrière politique.

LA PROVINCE DE L'EQUATEUR ALIGNE 4 CANDIDATS PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



Josée Ifoku, candidate malheureuse de la présidentielle de 2018. Après sa défaite, elle s'est effacée de la scène politique pour réapparaître subitement et se présenter de nouveau. Espérons que cette fois-ci sera la bonne pour elle.

Deux autres candidats ont été des gouverneurs de ladite province à l'occurrence Baende et Cassuis Bolamba qui se trouvent actuellement à Mbandaka pour sensibiliser leurs bases respectives.

Comme la seule dame candidate, les deux challengers ne sont connus que dans leur province et n'ont pas une envergure nationale.

Le quatrième candidat est Kema Lilloo, ancien conseiller spécial du président Mobutu en matière de sécurité, méconnu du grand public. Disparu de la scène depuis la disparition du président Mobutu et il réapparaît pour se présenter à la présidentielle du 20 décembre. Le peuple congolais lui reconnaît d'avoir organisé les consultations populaires avec le sénateur Mokolo wa Pombo qui avaient conduit le président Mobutu à ouvrir l'espace politique au multipartisme.

MAZEMBE REFUSE DE PORTER LES MAILLOTS FLOQUÉS VISIT RWANDA



Sponsor de la nouvelle compétition africaine de football, les différentes équipes qualifiées portent sur les vareuses l'inscription Visit Rwanda. Jouant les quarts de finale de cette compétition, les dirigeants de Mazembe ont refusé que leurs joueurs portent ces vareuses suite à l'agression injuste de ce pays en RDC. Un signal fort du patriotisme.

Koffi chante les deuxièmes bureaux
Connu par ses provocations, Koffi Olomide annonce, après son récital de l'hôtel Pullman, deux événements majeurs : la sortie de son coffret Légende où il revisite beaucoup de

ses chansons contenues dans ses 25 albums et son prochain concert avec comme thème Koffi chante les deuxièmes bureaux. Ce terme a été vulgarisé par le chanteur Lokombe à travers la chanson éponyme. Il a été repris par le dictionnaire Larousse pour désigner les maitresses.

Jean Pierre Eale Ikabe



RESTAURANT DJAKARTA **Chez Chicco & Germaine Mbidi**

A Paris, Château-Rouge
55, rue des Poissonniers - Paris 18ème

RESTAURATION RAPIDE ET A EMPORTER
RÉSERVATION MADESU NA LOSO,

Keba na loboko ya Tata mapassa Chicco



Le Bureau

Réf. 014/CSAC/RPA/OMWM/10/2023

COMMUNIQUE OFFICIEL

Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication, CSAC, exprime sa profonde douleur à la suite du décès de José NAWÉJ, Directeur de Publication du Journal FORUM DES AS, depuis ce samedi 28 octobre 2023 à Kinshasa.

En effet, Feu José NAWÉJ était l'un des journalistes de la RDC pétri de professionnalisme à travers ses articles et éditoriaux interpellateurs, qui ont fait bouger la société congolaise dans son essence et qui ont contribué à l'édification démocratique et médiatique en RDC.

Le CSAC, qui voit en la disparition de NAWÉJ le brisement d'une plume qui a largement contribué à la consolidation de la presse congolaise dans son rôle de quatrième pouvoir, présente ses condoléances les plus attristées à ses familles biologique et professionnelle.

Puisse la profession lui rendre les hommages dignes de sa personne. Puisse la jeune génération s'inspirer de ses qualités morales, intellectuelles et professionnelles pour une presse réellement libre, indépendante et professionnelle.



Kinshasa, le 29/10/2023

Oscar KABAMBA KASONGO

[Signature]
Rapporteur

Immeuble LIKASI - 2^{me} Niveau, Boulevard du 30 Juin, Place Royal - Kinshasa / Gombe
+243(0)89 3035555
Csac.contact@gmail.com / www.csac.cd



61 %
de la population
écoute **RFI**
ou regarde
France 24 en
Afrique francophone
chaque semaine*

LIGUE EUROPA : L'OLYMPIQUE DE MARSEILLE REMPORTE UNE VICTOIRE IMPORTANTE (3-1)



Invaincu en Ligue Europa, l'Olympique de Marseille n'avait pas encore gagné cette saison en C3 et aurait pu se trouver dans une situation délicate en cas de mauvais résultat face à l'AEK Athènes. Mais dans un Vélodrome plein, l'OM a assuré, profitant d'une équipe grecque réduite à 10, pour s'imposer (3-1). Vitorinha, buteur, et ses partenaires sont provisoirement leaders de leur groupe.

Est-ce le match du tournant positif pour l'Olympique de Marseille ? Face à l'AEK Athènes, les hommes de Gennaro Gattuso ont signé leur première victoire en Ligue Europa (3-1). Un succès tout en maîtrise qui leur permet de prendre la tête du groupe B, provisoirement. Les Marseillais ont dominé les débats face à des Grecs trop peu entreprenants. Vitorinha s'est relancé grâce à un but et un match complet, avant qu'Amine Harit et Jordan Veretout assurent le succès sur deux pénaltys, après l'heure de jeu.

VITINHA, MATCH PLEIN ET RAMPE DE LANCEMENT ?

Dans un Vélodrome bouillant et au complet, l'attaquant portugais a mis les ingrédients pour reprendre confiance. Entrepreneant, enchaînant les appels et les remises, l'attaquant de 23 ans a marqué sur sa première occasion (27e) sur un caviar venu du couloir droit de Jonathan Clauss. De quoi lancer l'OM sur de bons rails, dans une première période parfaitement maîtrisée malgré le tempo assez faible. Et où l'AEK Athènes n'a rien créé.

Seuls à se mettre en position de marquer, les Marseillais ont concrétisé leur domination grâce au Portugais, décisif par son pressing sur le but d'Harit un peu plus tard (60e). Avant ça, l'Olympique de Marseille avait joué avec patience mais manqué de précisions sur trois grosses occasions d'Iliman Ndiaye (5e, 19e, 23e), pourtant très présent sur la pelouse. UN ROUGE POUR LE GARDIEN DE L'AEK

Alerté juste avant la pause sur un but de Zuber finalement refusé pour une position de

A l o r s qu'il avait presque disparu des radars depuis l'arrivée du nouvel entraîneur, Vitorinha a saisi sa chance.

hors-jeu (45e+2), l'OM a eu du mal à revenir dans le match, après la pause. Comme trop souvent depuis le début de la saison, les coéquipiers de Valentin Rongier se sont laissés endormir, jusqu'à voir les Athéniens égaliser (53e) grâce à Orbelin Pineda. Une petite frayeur pour l'OM, qui n'a pas eu le temps de douter, bien aidé par le carton rouge de Cican Stankovic (57e). Le gardien de l'AEK, jusque là solide, s'est totalement trompé en remettant le ballon dans les pieds de Vitorinha avant de lui bondir dessus et concéder l'exclusion et un pénalty.

Qui est intéressé par le Ballon d'Or 2023 ?

Tout en sérieux, Amine Harit est venu prendre le gardien remplaçant à contre-pied (60e) pour remettre Marseille devant. Quelques minutes plus tard, Jordan Veretout imitait le Marocain pour inscrire le but du break (67e) sur un nouveau pénalty concédé par des Grecs à dix et en train de couler. La fête aurait pu être encore plus totale si Georgios Athanasiadis ne s'était pas imposé devant Sarr (79e), Aubameyang (81e), puis Kondogbia (90e+4). Peu importe, l'OM s'est imposé en patron et prend la tête de son groupe en Europe. Une victoire qui pourrait faire basculer la saison dans le bon sens, avant le choc des Olympiques dimanche face à l'OL.

EuropSPORT

RUGBY: L'AFRIQUE DU SUD DOMPTE LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET CONSERVE SON TITRE DE CHAMPIONNE DU MONDE



L'Afrique du Sud s'est imposé contre la Nouvelle-Zélande en finale de la Coupe du monde de rugby (11-12), au terme d'un match âpre, disputé, et qui a tenu toutes ses promesses. Les Boks gardent ainsi leur couronne mondiale, et deviennent la nation la plus titrée, avec un quatrième trophée Webb Ellis remporté.

Les Boks dans l'histoire ! L'Afrique du Sud s'est imposée contre la Nouvelle-Zélande (11-12) et garde sa couronne mondiale. Elle devient également la nation la plus titrée, avec un quatrième titre mondial à son actif. À 14, les Blacks ont pourtant bien résisté

Tout au long de cette finale, ce sont les Boks qui ont fait la course en tête. En face, les Blacks ont été pénalisés par deux cartons jaunes. Celui de Sam Cane s'est notamment

transformé en carton rouge (34'), ce qui a poussé les Néozélandais à jouer durant un long moment en infériorité numérique.

Malgré ce scénario, les Blacks n'ont pas lâché l'affaire. Alors qu'ils étaient menés 12-6, ils sont revenus à 12-11, grâce à l'essai de Beauden Barrett (58').

Ils avaient ensuite l'occasion de prendre l'avantage sur la transformation, mais Mo'unga l'a loupée. Quelques minutes plus tard, deuxième chance avortée, avec la pénalité manquée de Jordie Barrett.

LIRE AUSSI. EN IMAGES. Mika, Sophie Turner... À quoi ressemblait la cérémonie de clôture du Mondial de rugby ?

Le score n'allait plus bouger,

et les Boks décrochaient ainsi leur quatrième couronne mondiale, un record.

Les temps forts
4' L'Afrique du Sud ouvre le score ! (0-3)

Pollard passe une pénalité à 35 mètres, avec poteau rentrant ! Mais Bongi Mbonambi va sortir... Coup dur pour les Boks, qui perdent leur talonneur. Deon Fourie, troisième-ligne de métier, le remplace.

13' Trois points de plus pour l'Afrique du Sud et Pollard (0-6)

Pas de soucis pour le demi d'ouverture, à 15 mètres quasiment en face.

17' La Nouvelle-Zélande ouvre son compteur par Mo'unga ! (3-6)

Le demi d'ouverture passe la pénalité accordée par Wayne Barnes. On a également regardé une suspicion de jeu déloyal sur De Groot, mais c'était léger.

20' Pollard la passe ! (3-9)

Beau coup de pied du spécialiste sud-africain. Les

Springboks reprennent le large.

(6-12)

Barrett ! (11-12)

29' Carton jaune contre Sam Cane !

Le demi d'ouverture Mo'unga ne tremble pas, à droite dans les 22 mètres. Le suspense reste entier, alors qu'on approche de la pause.

Enorme passe de Jordie Barrett vers l'aile de Mark Tele'a sur le 6e temps de jeu de l'action ! L'ailier rebondit dans la défense, crochète Arendse et adresse une passe avec un rebond à terre pour Beauden Barrett, qui termine dans l'en-but !

Le capitaine de la Nouvelle-Zélande sort pour ce plaquage haut sur Jesse Kriel. Bunker demandé.

54' Essai d'Aaron Smith pour la Nouvelle-Zélande !

Mo'unga ne passe pas la transformation en coin.

34' Le tournant du match peut-être !

Action énorme de Richie Mo'unga ! Le demi d'ouverture récupère une balle sur le côté gauche du terrain, évite un plaquage, et perce le long de la ligne de touche ! Il remise intérieur pour son demi de mêlée, qui finit dans l'en-but !

74' Jaune contre Kolbe et pénalité à suivre pour Jordie Barrett !

Le carton jaune de Sam Cane est transformé en rouge ! Durant cet arrêt de jeu, Wayne Barnes informe les joueurs néo-zélandais que la sanction contre le capitaine est réévaluée sur un rouge, pour le plaquage haut et dur d'il y a quelques minutes sur Jesse Kriel.

55' C'est invalidé !

Wayne Barnes sort le carton contre l'ailier des Springboks pour ce geste d'anti-jeu, un en-avant sur sa tentative d'interception...

34' Et l'Afrique du Sud augmente son avance (3-12)

Ardie Savea a commis un petit en-avant sur la touche à la base du lancement de jeu des All Blacks ! Quelle occasion ! On revient à une pénalité, on va retourner en touche côté néo-zélandais.

74' Le premier centre la manque ! On reste à 11-12 pour l'Afrique du Sud

Pollard passe la pénalité qui avait été sifflée pour le grattage licite de Kitshoff. Double peine pour la Nouvelle-Zélande.

58' L'espoir pour les All Blacks, essai de Beauden

On va finir le match à 14 côté sud-africain. Quel suspense !!

38' Les Néo-Z recollent un peu



NBA :

VICTOR WEMBANYAMA BATTU AVEC LES SPURS CONTRE DALLAS, POUR SON PREMIER MATCH



PROLONGATION

Lors d'une conférence de presse, le basketteur français a admis avoir « voulu trop bien faire » et de ne pas avoir mis son « énergie dans les bonnes choses ».

Le Français Victor Wembanyama, prodige du basket au centre de toutes les attentions, a perdu, pour ses débuts en NBA, mercredi 26 octobre, avec les San Antonio Spurs face aux Dallas Mavericks (126-119), combinant promesses et frustration.

Depuis le mois de mai, lorsque les Spurs ont hérité du premier choix de joueur pour la draft, les fans de San Antonio ont rêvé de ce moment : Wembanyama, sur le parquet, débardeur blanc frappé du numéro un, dans une salle où trônent les maillots des légendes des Spurs, comme celui du Français Tony Parker.

A l'échauffement, « Wemby » s'est assis quelques secondes sur une chaise, la tête basse, quand tous les autres joueurs s'affairaient, petit moment de solitude et de concentration avant que sa vie ne bascule. « Ce soir marque vraiment le début »,

a-t-il résumé.

« J'ai peut-être voulu trop bien faire »

Pour son premier ballon après l'entre-deux, Wembanyama s'est envolé pour contrer un tir du meneur star de Dallas, Kyrie Irving. Un bon exemple de la menace défensive que sa taille et ses bras interminables apportent, pour celui qui est appelé à « révolutionner » le jeu de la grande balle orange.

Après trois minutes trente dans le premier quart-temps, l'enfant du Chesnay-Rocquencourt, en banlieue parisienne, a marqué le premier panier de son aventure NBA, à trois points. Deux actions symboliques de son alliage unique entre taille et dextérité. La suite s'est révélée frustrante pour « Wemby ».

Pas toujours servi par ses coéquipiers, le Français a complètement raté son troisième quart-temps, où deux fautes offensives consécutives l'ont expédié sur le banc. Une cinquième faute immédiate

en début de quatrième quart l'a de nouveau envoyé sur le banc, limitant son temps de jeu total à vingt-trois minutes (sur quarante-huit).

« J'ai peut-être voulu trop bien faire, je n'ai pas mis mon énergie dans les bonnes choses. Je n'ai pas besoin de mettre autant d'énergie en défense. J'apprends pour un premier match », a commenté le Français en conférence de presse.

Son retour animal en fin de match a réveillé son équipe et a fait exploser le public avec neuf points dans la dernière période dont un dunk rageur, pour un total de 15 points (5 rebonds, 2 passes, 1 contre, mais aussi 5 balles perdues). Pas suffisant pour des Spurs assommés en fin de rencontre par la classe du Slovène Luka Doncic qui, après avoir été incertain, a débuté la saison avec un triple double (33 points, 14 rebonds, 10 passes). Le Monde avec AFP



LEOPOLDVILLE KINSHASA CAPITALE fête
ses 100 ans
D'hier à aujourd'hui

